

Libération



CANADA FACE À TRUMP, L'ÉLAN PATRIOTE

Entre guerre commerciale et menaces d'annexion, les offensives du président américain déclenchent un regain de fierté nationale chez les Canadiens, qui préfèrent regarder vers l'Europe. **PAGES 2-5**

DESSIN COCO



**Confinement,
cinq ans après
La parole est
aux jeunes**

PAGES 10-13

HUGO CLARENCE JANODY. HANS LUCAS

**Jean-Michel
Aphatie et l'Algérie
«Je vous choque ?»**

PAGE 22

**Gabriel Zucman
Taxer les très
riches, un pactole
de 121 milliards
en Europe**

PAGE 14

PUBLICITÉ

Les Faits Ordinaires
PAR POSITIVE MINDERS

**DES MORCEAUX
D'UN COMPOSITEUR
DISPARU RETROUVÉS
AU DOMICILE D'UN
SCHIZOPHRÈNE...**

Musicien passionné,
il les interprète régulièrement
sur scène.

À LIRE DANS LE CAHIER CENTRAL

EDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Anticorps

Il aura fallu moins de deux mois à Donald Trump et Elon Musk pour transformer la première puissance mondiale en Etat paria. Et, par ricochet, unir et renforcer ceux qu'ils croyaient affaiblir, voire asservir. Après les Européens, qui ont soudain compris qu'ils avaient tout intérêt à limiter au minimum leur dépendance aux Etats-Unis et à bâtir une défense commune, c'est le Canada qui refuse de tomber sous la coupe de son puissant voisin et cherche par tous les moyens à couper les ponts, en se rapprochant notamment de l'Europe. Ce n'est pas un hasard si, à peine entré en fonction, le Premier ministre canadien par intérim se précipite ce lundi à Paris pour rencontrer Emmanuel Macron. Réagissant aux provocations de Trump qui a affirmé à plusieurs reprises vouloir faire du Canada «le 51^e Etat américain», Mark Carney a annoncé la couleur dès son premier discours officiel: «Nous ne ferons jamais partie des Etats-Unis.»

Et cet ancien banquier central, novice en politique, est massivement suivi par la population canadienne qui, comme le montre notre correspondant à Toronto, éprouve soudain un sentiment de fierté nationale qui la pousse à multiplier les «gestes de résistance» (boycott des produits américains, retour de hype de l'hymne canadien, etc.). Si l'on nous avait dit il y a six mois encore que nous en serions à commenter des projets d'annexion du Canada par les Etats-Unis, nous n'en aurions pas cru un mot tant cela paraît fou. Mais ce sont précisément ces outrances qui provoquent aujourd'hui une prise de conscience du monde progressiste et démocratique, décidé à ne pas se laisser dicter sa conduite par des hommes aussi dangereux que Donald Trump, Elon Musk et J.D. Vance. Le vice-président de la Banque centrale européenne a ainsi affirmé dimanche que les offensives américaines laissaient planer bien plus «d'incertitudes» sur l'économie mondiale que la pandémie. Face à ces dangers, le Canada est en train de générer des anticorps, le Mexique s'y emploie aussi, il faut espérer que des pays tentés par des partis d'extrême droite proche du trumpisme développent le même phénomène, notamment en Europe. ◆

CANADA

Contre Trump, un Etat uni

Samedi 8 mars, l'ancien Premier ministre libéral Jean Chrétien (entre 1993 et 2003), 91 ans, publiait, en anglais et en français, une lettre virulente dans la presse. «A Donald Trump, d'un vieux bonhomme à un autre: réveillez-vous! Qu'est-ce qui vous permet de penser que les Canadiens renonceraient un jour au meilleur pays du monde [...] pour rejoindre les Etats-Unis?» écrit celui qui aime être appelé «le p'tit gars de Shawinigan», sa ville natale au Québec. Et tout le monde dans le pays s'est montré d'accord avec le nonagénaire quand il a affirmé: «Le président Trump a accompli une chose: il a unifié les Canadiens plus que jamais auparavant. Tous les dirigeants de notre pays se sont unis dans la détermination de défendre les intérêts canadiens.» Une union sacrée à laquelle adhèrent même les indépendantistes du Québec, ennemis déclarés de Jean Chrétien.

EFFET BOOMERANG

L'agressivité commerciale du président américain et sa prétention d'annexer son voisin ont accompli un autre miracle. Le Parti libéral du Canada (PLC) au pouvoir était donné battu d'avance en janvier, au moment de l'annonce de la démission de Justin Trudeau, dans la perspective des prochaines élections fédérales, dont la date n'est pas encore fixée. Depuis, le PLC est remonté dans les intentions de vote pour se situer au coude à coude avec le Parti conservateur, et la désignation de son candidat, Mark Carney, devenu Premier ministre par intérim vendredi avant d'arriver à Paris ce lundi, pourrait le faire passer en tête. «Nous sommes maîtres chez nous, notre pays est fort, notre gouvernement est uni et fort», a-t-il prévu le 9 mars dans son premier discours avant de renchérir, vendredi, lors d'une réunion du G7 au Québec: «Nous ne serons jamais, au grand jamais, sous aucune forme, une partie des Etats-Unis.» Selon une enquête de l'institut de sondages Léger réalisée début mars, 33% seulement des Canadiens ont une

L'opposition aux sanctions douanières et au projet d'annexion soude les citoyens, et pourrait permettre aux libéraux de conserver le pouvoir à Ottawa.

Par FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ



Mark Carney le 9 mars. PHOTO S. KILPATRICK. THE CANADIAN PRESS. AP

opinion positive de leur voisin du Sud, alors qu'ils étaient 52% en juin 2024.

Au Canada, Trump a agi comme un repoussoir, phénomène observé aussi au Mexique. Même si la présidente de gauche, Claudia Sheinbaum,

n'est pas nommément attaquée par le président américain, qui s'en est pris violemment à maintes reprises à Trudeau, la résistance raisonnée et son discours ferme mais mesuré dans la forme plaisent; elle a encore amélioré ces dernières semaines, avec 85% d'opinions favorables, une popularité déjà élevée. Inversement, un retour de baton pourrait être observé dans des pays dont les

gouvernants ont affiché leur soutien au candidat républicain pendant sa campagne, puis ont bruyamment salué sa victoire. C'est le cas de Giorgia Meloni en Italie,

qui rame depuis fin janvier pour préserver un difficile équilibre diplomato-politique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, ou de Javier Milei en Argentine, qui a prétendu que Trump s'était inspiré de ses propres recettes. L'effet boomerang négatif menace aussi des formations pro-Trump, même si elles ont dernièrement mis une sourdine à leur enthousiasme. En Allemagne, le soutien accordé par Elon Musk et le vice-président de Trump, J.D. Vance, à l'AfD (extrême droite)

ANALYSE

pourrait ainsi s'avérer encombrant. ◆

Au Canada, Jean Chrétien a esquisqué un axe de défense: une coalition des pays victimes des Etats-Unis. «Chaque fois que Trump ouvre la bouche, il crée de nouveaux alliés pour nous tous. Organisons-nous», s'est emballé l'ancien Premier ministre, appelant à un sommet entre son pays, le Danemark (dont fait partie le Groenland), le Panama, le Mexique et l'Union européenne: «Pour lutter contre la puissance brute et déraisonnable, nous avons besoin de la force du nombre.»

BAGARRES

Une récente rencontre en hockey sur glace a cristallisé l'attachement des Canadiens à leur indépendance. Le tournoi des Quatre Nations mettait aux prises les meilleures équipes du monde: Canada, Etats-Unis, Suède et Finlande (la Russie étant exclue après son invasion de l'Ukraine). Après un premier match émaillé de nombreuses bagarres à Montréal, le 15 février, remporté par les Etats-Unis 3-1, la finale avait lieu à Boston cinq jours plus tard, entre les mêmes équipes, dans un climat électrique.

Le ton a été donné avant le coup d'envoi: la chanteuse canadienne Chantal Kreviazuk, d'origine ukrainienne, a chanté *O Canada*, l'hymne national, en remplaçant l'expression «*in all of us command*» («commande en chacun de nous», en parlant de l'amour de la patrie) par «*that only us command*»: «que nous seuls commandons».

La rencontre s'est achevée par une victoire épique des visiteurs, célébrée par Justin Trudeau sur les réseaux sociaux: «Vous n'aurez pas notre pays, vous n'aurez pas notre sport», puisque la discipline, dans sa forme actuelle, est née à Montréal il y a pile cent cinquante ans, le 3 mars 1875. Nombre d'amateurs se sont alors souvenus d'un autre exploit: la finale des Jeux olympiques de Vancouver, en 2010, où l'Unifolié (surnom qui désigne la feuille d'érable du drapeau) avait triomphé face au même adversaire et avec un scénario identique: victoire 3-2 après prolongation. ◆



A Toronto (ici le 13 mars), des affiches signalant les commerces canadiens ont fleuri.
PHOTO CHLOE ELLINGSON

«Je n'ai pas acheté un seul produit américain depuis le 1er février»

Couplées aux hausses de tarifs douaniers, les provocations répétées du président américain depuis son retour à la Maison Blanche ont éveillé un sentiment de fierté nationale aussi soudain qu'inattendu chez les Canadiens.

Katherine Foxton-Scott le reconnaît, elle n'avait «jamais fait attention» aux étiquettes en faisant ses courses à Toronto, où elle vit. Mais ça, c'était avant. Avant les attaques répétées de Donald Trump contre le Canada, qu'il veut annexer et qu'il cible au portefeuille avec des droits de douane de plus en plus élevés. Alors, geste de résistance et de fierté, Katherine Foxton-Scott s'est mise à regarder les étiquettes dans les supermarchés. «Je n'ai pas acheté un seul produit américain depuis le 1er février», se félicite cette Canadienne de 75 ans.

Et ce matin de mars, elle a choisi le supermarché canadien Metro en raison des nombreux autocollants décorés du symbole national – une feuille d'érable – qui fleurissent dans les rayons depuis le retour de Trump à la Maison

Blanche. Si la retraitée, qui évoluait dans les ressources humaines et qui a toujours habité à Toronto, ne trouve pas de produit canadien, elle se tourne vers d'autres provenance. Tout sauf les Etats-Unis. Le plus dur à remplacer? «Les barres Bounty et les serviettes en papier», concède-t-elle en achetant un gros gâteau pour les 4 ans de sa petite-fille.

«NOTRE PAYS EST PLUS JUSTE»

Sur sa veste matelassée, Katherine Foxton-Scott arbore un autocollant en forme de sens interdit où l'on peut lire la mention «51st State» barrée et les mots «We resist», une réponse directe aux déclarations du président du grand voisin, qui voudrait que le Canada devienne le 51^e Etat américain. Supprimer ce qu'il appelle une «digne artificielle» tracée entre les deux pays signifierait moins d'impôts et la protection militaire américaine pour les Canadiens. Ce serait surtout une façon pour les Etats-Unis de remédier à leur déficit commercial vis-à-vis du Canada et de mettre la main sur de nombreuses ressources: du pétrole, des barrages hydrauliques, des minéraux critiques sans oublier l'eau douce des centaines de milliers de lacs canadiens à l'heure où l'Amérique ploie sous les sécheresses à répétition. Les Américains, «ce sont les plus intolérants, ils maltraitent leurs minorités, on n'aurait plus de sécurité sociale», liste Katherine Foxton-Scott, très remontée. *Notre pays est plus juste.*» Elle convoque des souvenirs historiques pour étayer sa résistance:

«On a mené des guerres à leurs côtés qui n'étaient pas les nôtres ou caché des diplomates dans notre ambassade en Iran lorsque la leur était attaquée.» Elle convoque des souvenirs historiques pour étayer sa résistance: «On a mené des guerres à leurs côtés qui n'étaient pas les nôtres ou caché des diplomates dans notre ambassade en Iran lorsque la leur était attaquée.»

Au début, tout le monde a cru à une plaisanterie quand Donald Trump a lancé ses diatribes vers le nord, qu'il renouvelle et accentue depuis quelques jours après avoir activé d'importants droits de douane, d'abord sur l'acier et l'aluminium canadiens. Déclenchant un regain patriotique même à Toronto, la très cosmopolite métropole du pays située à deux heures de route seulement de la frontière américaine. Maisons et commerces se pavoisent de rouge et de blanc, hissant haut les drapeaux. Des pancartes, y compris

devant les grandes chaînes, signalent qu'un magasin est détenu par des Canadiens et certains restaurateurs disent désormais se passer de produits américains. Depuis le 8 mars et le début de son nouveau spectacle, l'orchestre du Ballet national du Canada s'est même mis à interpréter l'hymne canadien avant les représentations, que le public entonne chaque soir avec un grand enthousiasme.

EN PASSE D'ANNULER UN «ROAD TRIP» EN CALIFORNIE

«C'en'était jamais le cas avant, sauf en cas de visite d'une personnalité officielle», se félicite Edward Karek, ancien chargé de communication et habitué du Four Seasons Center for the Performing Arts, où est installée la compagnie. Pour protester à sa manière contre les velléités de Donald Trump, ce jeune retraité hyperactif a revu ses plans de voyages: sa croisière en voilier de la côte ouest du Canada à Seattle est devenue une simple boucle pour ne pas avoir à poser l'ancre aux Etats-Unis et il est en passe d'annuler un road trip de plusieurs semaines en Californie à l'automne. «C'en'est plus comme avant», regrette celui qui essaie aussi de changer ses achats même si c'est difficile pour «le shampoing et la litière pour chat». Les choix touristi-

Suite page 4



Suite de la page 3 ques d'Edward Karek sont visiblement partagés par un grand nombre de compatriotes, selon les voyageurs. En février, les douanes ont enregistré une chute de 23% des retours en voiture de Canadiens après un séjour américain. Jusque-là, 20 millions de Canadiens visitaient chaque année les Etats-Unis.

Les célébrations des 60 ans du drapeau canadien ont été autant d'occasions de souligner le nouveau contexte géopolitique et de renforcer les rangs autour de ce symbole, ce qui était loin d'être acquis ces dernières années, le drapeau rouge et blanc à la feuille d'épinette ayant été récupéré par les antivax canadiens après la pandémie de Covid-19. Côté symboles toujours, l'hymne américain est régulièrement conspué lors des rencontres sportives, surtout au hockey, le sport national. Comme le 15 février, lors d'un Canada - Etats-Unis d'anthologie à Montréal : *The Star-Spangled Banner* hué et sifflé sous les yeux du Premier ministre démissionnaire Justin Trudeau avant... trois grosses bagarres en neuf secondes de temps de jeu.

UN CRI DE RALLIEMENT : «LES COUDES EN L'AIR !»

Dans l'entre-deux politique, période de transition entre Trudeau et Mark Carney, le Canada a continué à renforcer sa réplique. Les provinces canadiennes, qui contrôlent la vente d'alcool au Canada, ont par exemple retiré tous les spiritueux américains de leurs magasins. Exit le bourbon ou le vin californien, une affiche propose de s'adresser au personnel

pour dégoter des «alternatives canadiennes». Par ricochet, cette décision va obliger de nombreux bars et restaurants à changer leurs pratiques, ces derniers s'approvisionnant via ces rivières publiques. «On pourrait toujours se procurer des alcools américains mais il faudrait une relation directe avec chaque producteur», explique Cameron Sokalski, qui tient un pub dans le centre de Toronto. Cela prend du temps alors que ce n'est pas une croisade pour nous. Pourquoi irions-nous à l'encontre de quelque chose que notre pays essaye de combattre?» D'ailleurs, ses clients ont pris le pli patriotique, commandant plus de bières – des Molson entre autres – et du vin du Niagara récemment. Au Québec, des cafés n'ont pas hésité à rebaptiser les «americanos» (les cafés allongés) en «canadianos».

«Nous sommes un pays qui sera diplomate quand nous le pourrons, mais qui se battra quand nous le devrons», a prévenu Trudeau le 9 mars dans son discours d'adieu devant ses partisans du Parti libéral. Avant de lancer ce qui est en passe de devenir un cri de ralliement national : «Les coudes en l'air!» («elbows up»). Une référence, encore une, au hockey, dont l'une des gloires canadiennes, Gordie Howe, était connu pour l'utilisation très fréquente de ses coudes pour repousser ses adversaires. Face à Trudeau, la foule a répondu en scandant en chœur : «Coudes en l'air!» Une posture de défense autant qu'une promesse face aux Etats-Unis.

JEAN-FRANÇOIS GÉRARD

Correspondant à Toronto

Photo CHLOE ELLINGSON



A Toronto, Katherine Foxton-Scott s'indigne de la nouvelle attitude des Etats-Unis : «On a

«Trump assume le besoin pour les Etats-Unis de toujours s'agrandir»

Selon le chercheur Frédéric Mérand, le président américain réactive ouvertement un vieux projet impérialiste qui pourrait pousser les Canadiens à redéfinir leur dépendance vis-à-vis de leur voisin.

Pour le Canadien Frédéric Mérand, directeur du département de science politique de l'université de Montréal, Donald Trump a renoué avec le continentalisme et l'impérialisme américain du XIX^e siècle, d'où sa volonté réelle d'annexer le Canada.

Justin Trudeau, juste avant de quitter le pouvoir, a accusé Donald Trump de vouloir «faire chuter l'économie canadienne» en instaurant des droits de douane «pour ensuite annexer le Canada». On est là ?

La menace d'annexion est assumée et donc sérieuse. Depuis le début du

mois de janvier, le président américain ne passe pas une semaine sans répéter qu'il n'y a qu'une seule solution pour éviter que le Canada se voie imposer des tarifs douaniers qui aboutiront à un étranglement économique, c'est de devenir le 51^e Etat américain. Pour accroître la pression, il a même remis en cause le tracé de la frontière entre les deux pays. Même s'il n'a pas précisé les moyens par lesquels il entendait procéder à cette annexion, cela est vécu par les Canadiens comme une agression sans précédent depuis le début du XIX^e siècle.

Quel est l'intérêt d'annexer le Canada?

On en est réduit aux spéculations, que ce soit à Washington ou à Ottawa. Mais, lors de son investiture, le 20 janvier, Donald Trump a dit qu'il souhaitait que les Etats-Unis recommandent à s'agrandir. C'est un discours sur la «nouvelle frontière» américaine dont le Canada fait partie. Paradoxalement, il y a peut-être aussi chez lui une forme de respect, qui est presque raciste, à l'égard du Canada qui mériterait de faire partie des Etats-Unis

à la différence du Mexique qu'il n'a pas invité à devenir le 52^e Etat américain. Il ne semble pas comprendre que les Canadiens ne prennent pas son invitation comme un compliment.

Cet expansionnisme trumpien n'est-il pas un retour aux sources des Etats-Unis qui avaient un projet continental dès leur création, c'est-à-dire un projet identitaire à l'échelle de l'Amérique?

On retrouve là l'idéologie continentaliste, mais aussi l'impérialisme américain. D'une part, historiquement, les Etats-Unis se voyaient comme un Etat-nation continental en devenir qui avait vocation (la fameuse «destinée manifeste») à dominer toute l'Amérique. Mais, en même temps, le Canada n'a jamais été véritablement couvert par la doctrine Monroe [du nom de James Monroe, cinquième président américain, qui, en 1823, a condamné toute intervention européenne dans les affaires du continent et réciprocement, ndlr]. La question des relations avec le Canada, fondé par des loyalistes restés fidèles à la couronne britannique ayant fui les Etats-Unis, s'est décidée en 1812, à l'époque où il faisait toujours partie de l'Empire britannique. Depuis cette date, les relations entre les

deux pays sont excellentes, avec la plus longue frontière non défendue de la planète. Ensuite, il y a aussi un projet impérialiste : on oublie trop souvent que les Etats-Unis ont été une puissance impériale, comme en témoigne l'expansion vers l'Ouest au XIX^e siècle. Et cette conquête s'est poursuivie bien au-delà du continent, puisqu'au XIX^e siècle, les Etats-Unis ont colonisé les Philippines. C'est ce vieux projet impérial que Donald Trump veut ranimer en assumant le besoin pour les Etats-Unis de toujours s'agrandir.

Donald Trump ne s'attaque pas seulement au Canada, au Mexique, au Panama, mais aussi à l'Union européenne et même au Japon, bref à la plupart des alliés historiques. Pourquoi?

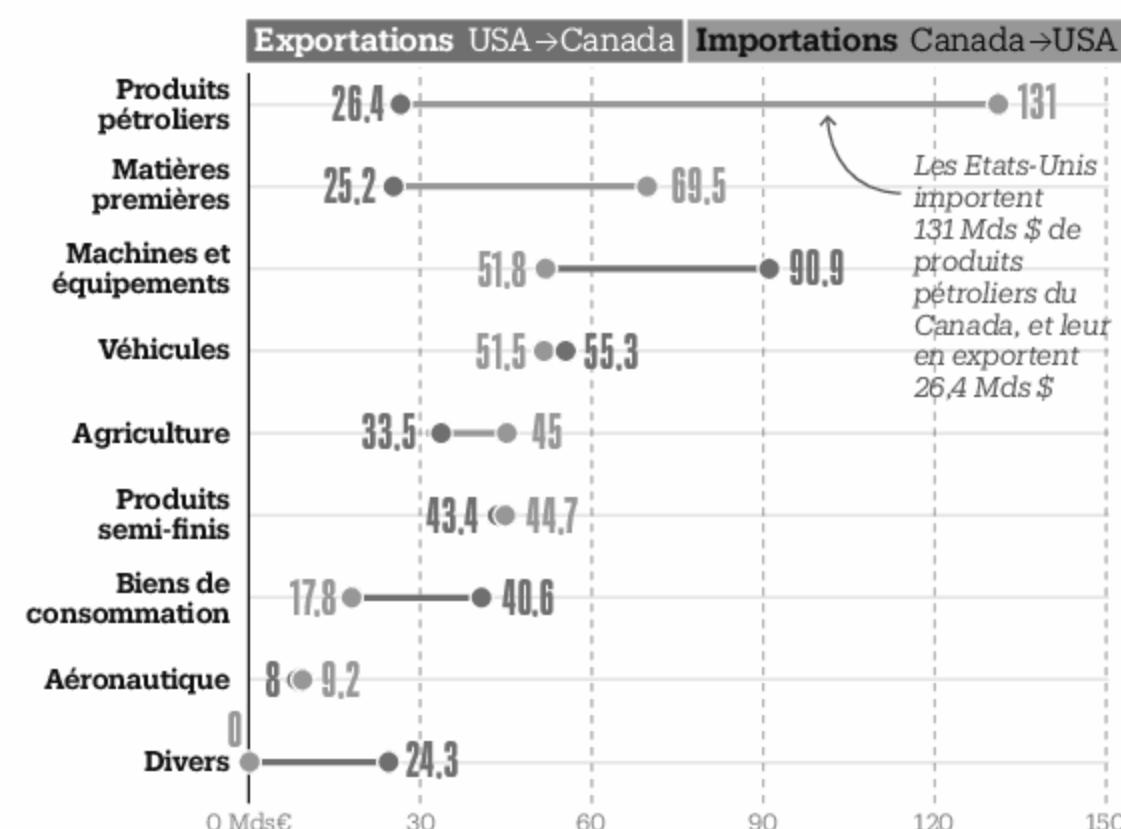
Donald Trump avait annoncé que son principal ennemi serait la

Chine et donc personne ne s'attendait à ce que ses premières victimes soient ses alliés les plus proches. Une des hypothèses qui peut expliquer cette attitude est peut-être son désir de mettre au pas ses vassaux afin qu'ils le suivent dans sa lutte contre Pékin. Une autre hypothèse, c'est qu'il y a une dimension idéologique dans cette volonté de mise au pas de ses alliés historiques puisqu'il cherche à encourager les forces conservatrices à prendre le pouvoir dans ces pays. Ainsi, on ne sait pas s'il se comporterait de la même manière si le Premier ministre canadien avait été conservateur. Enfin, il y a une dimension commerciale lorsqu'il affirme que les alliés ont profité des Etats-Unis, notamment en ne payant pas pour leur défense.

Comment pourrait se dérouler l'annexion du Canada si on

Imports et exports entre les Etats-Unis et le Canada par types de produits. En milliards de dollars, en 2024.

Source : UN Comtrade





mené des guerres à leurs côtés.»

Depuis l'indépendance américaine, une volonté continue d'expansion

Les menaces d'annexion de Donald Trump rappellent la construction par la force d'un empire colonial américain à la fin du XIX^e siècle.

Le Canada ? Il souhaite en faire le «51^e Etat» américain. Le Groenland ? Il estime que prendre le contrôle de ce territoire danois est une «nécessité absolue [...] pour des raisons de sécurité nationale». Le canal de Panama ? Il a aussi menacé de s'en emparer par la force. De retour à la Maison Blanche, Donald Trump fait étalage d'ambitions expansionnistes sans précédent dans le passé récent des Etats-Unis. Des idées qui ne sont pas non plus totalement étrangères à l'histoire d'un Etat fédéral qui a étendu son territoire par une série de conquêtes et d'annexions, depuis le traité de Paris, ratifié en 1783, par lequel le Royaume-Uni reconnaissait son indépendance.

L'année 1783 est le point de départ de la conquête de l'Ouest, qui fixe les frontières modernes du territoire continental américain, au détriment des peuples amérindiens massacrés. En 1803, la Louisiane est achetée à la France contre 15 millions de dollars, puis la Floride et

le Texas passent aux mains des Américains. En 1846, les Etats-Unis déclarent la guerre au Mexique, auquel ils arrachent deux ans plus tard, selon les termes du traité de Guadalupe Hidalgo, 55 % de son territoire, notamment la Californie, le Nevada et une grande partie de l'Arizona et du Colorado.

A la fin du XIX^e siècle, les Etats-Unis deviennent aussi une puissance coloniale, au même titre que les Européens mais à une échelle moindre. Il s'agit alors d'affirmer la place de Washington sur la scène internationale, mais aussi de garantir des débouchés aux industries américaines. Après avoir acheté l'Alaska à la Russie en 1867, moyennant 7,2 millions de dollars, le pays s'engage en 1898 dans une guerre de quelques mois avec l'Espagne, dont il sort vainqueur, forçant le royaume à renoncer à ses territoires dans l'Atlantique et le Pacifique. Madrid cède Cuba, où les Etats-Unis établissent un protectorat *de facto* et des bases militaires. Les Américains annexent aussi Hawaï et prennent aux Espagnols l'archipel de Porto Rico et l'île de Guam. Même les Philippines, qui comptent alors plus de sept millions d'habitants, passent sous pavillon américain (elles accéderont à l'indépendance en 1946).

Les Etats-Unis rechignent cependant à se penser en puissance coloniale. Dans son ouvrage

les Etats-Unis et le monde, publié en 2018, l'historienne Maya Kandel observe «une réticence évidente, voire un malaise américain à être une puissance impérialiste sur le modèle européen», comme la France ou la Grande-Bretagne. «Au-delà même du fait que les Etats-Unis sont une ancienne colonie, il y a pour de nombreux intellectuels et politiques de l'époque une incompatibilité entre l'identité nationale, l'essence du credo américain et l'impérialisme à l'europeenne», explique la chercheuse.

«L'un des traits véritablement distinctifs de l'empire américain est la façon dont il a été ignoré de façon persistante», note aussi, dans une tribune publiée par *le Guardian* en 2019, l'historien Daniel Immerwahr, auteur du livre *How to Hide an Empire* (Comment cacher un empire, 2019). Mais depuis la fin du XIX^e siècle, l'impérialisme américain s'est diversifié pour prendre la forme, également, d'une participation active à des coups d'Etat à l'étranger, en Amérique du Sud surtout, mais pas que. Avec un Donald Trump qui a rendu hommage lors de son discours d'investiture à son prédécesseur William McKinley, l'homme à la fois protectionniste et expansionniste qui présidait le pays lors de la guerre de 1898, les Etats-Unis semblent prêts à assumer un nouvel impérialisme.

SAMUEL RAVIER-REGNAT

exclut une guerre conventionnelle ?

Donald Trump essaie clairement d'étrangler l'économie canadienne, ce qui est en soi une attaque contre sa souveraineté. Si personne n'imagine des blindés américains dans les rues de Montréal, il pourrait essayer de prendre le contrôle des ressources naturelles canadiennes, par exemple si le Canada décidaient de surtaxer ses exportations d'électricité ou de pétrole vers les Etats-Unis. On peut imaginer qu'il engagerait alors un bras de fer pour forcer le Canada à se plier à sa volonté. Et toute réaction canadienne serait perçue comme une provocation qui appellerait une escalade dans laquelle il est très clair que l'une des deux parties a un pouvoir incommensurablement plus important que l'autre. Cela ressemble

vraiment à la «diplomatie de la canonnière» (*un recours à la démonstration de force militaire pour faire plier son adversaire*) que l'on pratiquait au XIX^e siècle. C'est pour cela que les menaces de Trump sont prises très au sérieux.

Le Canada pourrait-il, à défaut de pouvoir adhérer à l'Union, devenir membre d'une Europe de la défense ?

Sur le plan symbolique, le gouvernement qui sera issu des élections anticipées, s'il est libéral, va chercher toutes les options qui lui permettront d'avoir un pied dans les organisations européennes. Mais il faut bien voir que le Canada est fortement intégré sur le plan économique, militaire et culturel aux Etats-Unis, bien davantage que ce que l'on peut trouver entre pays européens par exemple. Ainsi, dans le domaine

de la défense, nos fournisseurs sont américains et les usines qui produisent de l'armement au Canada sont presque toutes possédées par des Américains ou fortement intégrées dans la base industrielle américaine. S'affranchir de cette dépendance représente un changement de paradigme considérable.

Quel a été l'effet de cette agression américaine en politique intérieure ?

Le Parti libéral, qui se présente comme étant le seul à pouvoir défendre la souveraineté canadienne, a fait un bond de 15 points dans les sondages et se retrouve au coude-à-coude avec le Parti conservateur de Pierre Poilievre, alors qu'on lui garantissait une victoire écrasante aux élections qui auront lieu prochainement. Tout le paysage politique est bouleversé : d'un débat qui devait

porter sur la fiscalité environnementale, la politique budgétaire, l'immigration ou la fermeture de l'audiovisuel public (Radio Canada), on est passé à la résistance à l'agression américaine qu'incarne beaucoup moins le Parti conservateur.

Et au Québec ?

C'est la même chose. Le Parti québécois, qui surfait dans les sondages en promettant d'organiser un référendum sur l'indépendance se retrouve aujourd'hui à devoir se rallier au gouvernement fédéral pour défendre la souveraineté canadienne. Si en 1995, c'était le Canada anglais contre le Canada français, cette fois-ci, c'est l'ensemble du Canada qui se sent agressé. Car les Québécois voient bien que si Trump se permet de se comporter de cette manière à l'endroit d'un pays

de 40 millions d'habitants, personne n'ose imaginer comment il écraserait le petit Québec et ses 9 millions d'habitants.

Le Canada n'est-il pas pris à son propre piège, les courants d'échanges se faisant d'abord entre les provinces et les Etats-Unis plutôt qu'entre les provinces ?

Il y a une force d'attraction du marché américain puisque le Canada dispose d'un marché de 350 millions de consommateurs juste au sud de sa frontière, qui est géographiquement plus proche de chaque province que le reste du Canada. Donc, depuis les années 80 et l'instauration du libre-échange, le débouché principal pour un producteur canadien, ce sont les Etats-Unis. Par exemple, les oléoducs vont du nord au sud et non d'ouest en est, tout comme l'électricité des barrages québécois ou des centrales nucléaires ontariennes. En outre, il existe beaucoup de barrières non tarifaires entre les provinces canadiennes qui font que le marché intérieur est beaucoup moins intégré que le marché européen, que ce soit dans le domaine de l'énergie, de l'alcool, de libre circulation des services ou de reconnaissance des qualifications.

Quel est le scénario le plus probable : sursaut canadien ou vasalisation ?

Cela va dépendre en grande partie du résultat des élections : si les libéraux de Mark Carney gagnent, la priorité sera mise sur la souveraineté canadienne. Si ce sont les conservateurs, il faut plutôt s'attendre à ce qu'ils cherchent des accommodements avec les Etats-Unis.

Recueilli par

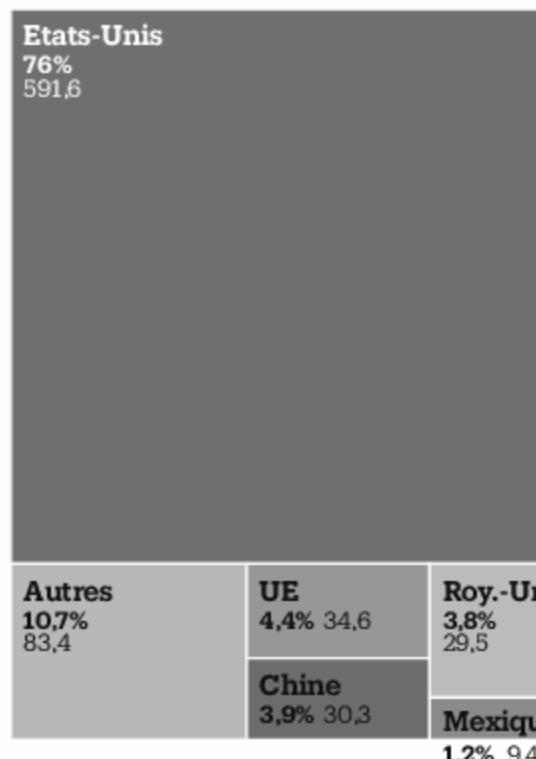
JEAN QUATREMER

Correspondant européen

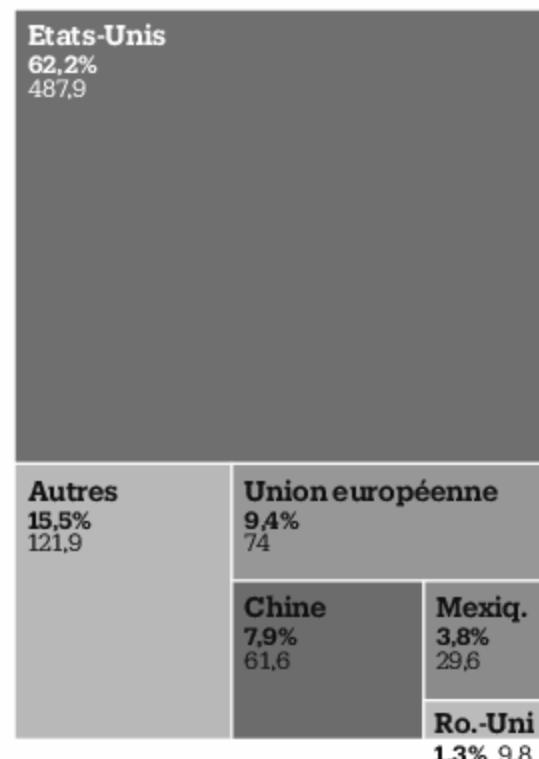
Importations et exportations du Canada en 2024 par partenaire commercial en milliards de dollars.

Source : Statistics Canada

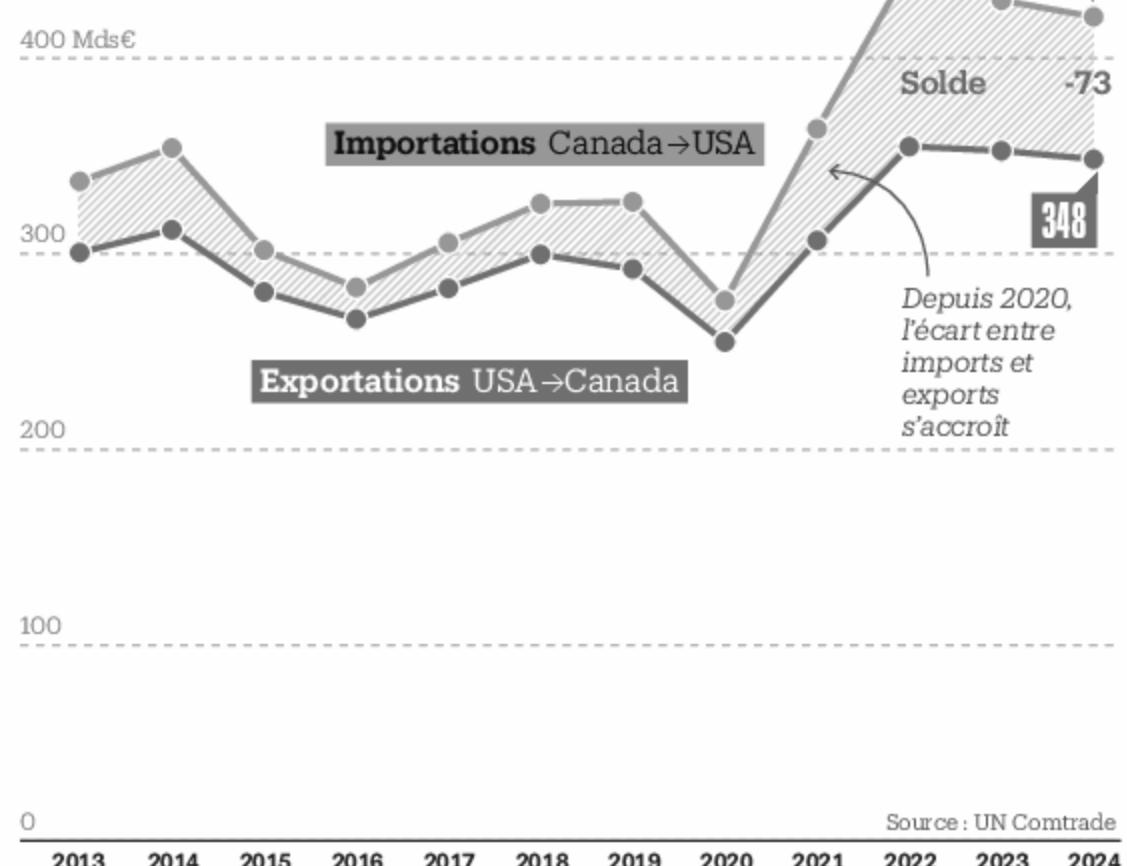
Exportations Canada → Pays



Importations Pays → Canada



Balance commerciale des Etats-Unis vers le Canada en milliards de dollars.



EDITOS /

Politique étrangère: non, tout n'est pas stratégie

Par THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Il faut arrêter – et cette supplique s'adresse d'abord à ma profession – d'appliquer à la politique étrangère la grille d'analyse que nous avons pris l'habitude d'appliquer aux sujets de politique intérieure. Nous avons en effet tendance à céder au «décryptage» stratégique, accentuant par là même la mauvaise pente de la désidéologisation. La politique est moins affaire de stratégie que de conviction. Et quand, bien sûr, les considérations tactiques l'emportent sur les considérations idéologiques ou simplement d'intérêt général, il faut le souligner et le dénoncer.

Mais insister en permanence sur l'aspect stratégique de telle ou telle décision gouvernementale ou position de l'opposition, sans en étudier d'abord la filiation historique ou les implications pour la société, c'est alimenter la défiance envers la chose publique. La fin des grandes idéologies globalisantes, la dilution du clivage droite-gauche et le statut de la présidentielle comme clé de voûte de nos institutions ont conduit les commentateurs mais aussi vous (nous) lecteurs, à développer un appétit insatiable pour la politique politique, la course de petits chevaux de la présidentielle, l'histoire de ces destins personnels et romanesques. Cette manie est compréhensible, puisque la politique met en scène des personnalités singulières qui se trahissent, tombent, se relèvent.

C'est attrayant à raconter et lire. S'il faut bien décoller le papier peint de la stratégie politique, il est dommageable d'en faire l'alpha et l'oméga du commentaire politique.

Dernièrement, cette tendance à tout «stratégiser» s'est abattue sur le commentaire de la politique étrangère. Ainsi, chacun a pu constater que la cote de popularité d'Emmanuel Macron avait crû significativement depuis qu'il a dramatisé le conflit avec la Russie et multiplié les initiatives diplomatiques pour pallier les effets du quasi-retournement d'alliance américaine. C'est alors que se multiplient les analyses sur la stratégie de «chef de guerre» d'Emmanuel Macron. S'il est vrai que nombre de postures diplomatiques sont prises par des dirigeants en fonction de leur situation intérieure, cette seule explication sert surtout à relativiser la portée de la position prise. Ainsi, expliquer que la guerre sans fin de Benjamin Nétanyahou est avant tout motivée par la volonté de retarder les poursuites judiciaires qui pèsent sur lui, que Jean-Luc Mélenchon se montre à ce point soucieux du sort des Palestiniens uniquement pour draguer l'électorat musulman des banlieues françaises et que si Emmanuel Macron se dresse en défenseur de l'Europe et des démocraties libérales face à aux autoritaires, c'est pour inverser la courbe de ses sondages, voilà qui fait fi de l'histoire de leurs mouvements politiques, nuit gravement au débat, et nous détourne des vrais enjeux: guerre, paix, modèles de société souhaitables. ◆



Leïla Bekhti et Nawell Madani. PHOTOS DR



L'infertilité toujours moins taboue, c'est un progrès

Par SABRINA CHAMPENOIS
Chroniqueuse Société

C'est une coïncidence, mais elle est révélatrice. Dimanche 9 mars, émission *Sept à huit*, sur TF1. Dans une interview, l'actrice Leïla Bekhti, notoirement très discrète sur sa vie privée, révèle avoir eu beaucoup de difficultés à avoir des enfants avec son compagnon Tahar Rahim. Elle dit le choc : «Quand la gynéco m'annonce que je vais avoir du mal à faire un enfant naturellement, ça faisait plus de deux ans que j'essayais de faire un bébé, j'ai mon oreille gauche qui se bouche comme si je ne voulais pas entendre, j'étais complètement assommée par cette annonce.» Elle dit l'effondrement, qui lui fait envisager une séparation, la pénibilité de la stimulation ovarienne, «se faire des piqûres tous les jours». Et puis, arrive «un miracle» : «Deux mois après, je tombe enceinte naturellement. Encore aujourd'hui, ma gynéco ne peut pas me donner d'explication par rapport à ce qui est arrivé, puisque j'ai eu mes quatre enfants naturellement.»

Quarante-huit heures plus tard, dans l'émission *Quotidien*, sur TMC, c'est au tour de la flamboyante humoriste Nawell Madani de détailler son parcours du combattant pour devenir mère : «Dix-sept ans de combat pour avoir ma fille, plus de dix FIV. Quand on m'a demandé ce que je voulais raconter, j'ai dit la plus grande épreuve de ma vie : avoir mon enfant.» Elle en parle dans son nouveau spectacle, explique : «Pendant que j'attendais que quelque chose naîsse en moi, j'étais en train de mourir à petit feu. Donc voilà, maintenant que j'ai eu ma fille, je pense que je peux en rire.» Elle ajoute qu'«encore trop peu de gens parlent [de l'infertilité]. Les femmes ont tout de même plus de facilité à en parler que les hommes. Là, on pointe quelque chose qui touche même leur masculinité. [...] Mon mari n'arrive toujours pas à en parler aujourd'hui». Se dévoiler, jusqu'à l'intime : en soi, rien de nouveau, notre époque hyper-connectée et réseaux-socialisée carbure au témoignage, y compris sur sa vie sentimentale et sexuelle. Sauf que l'infertilité relevait jusqu'ici des tabous, en particulier dans l'expression publique des people. Et pour cause.

Comme le rappelle l'OMS, «l'infertilité a des répercussions sociales négatives importantes sur la vie des couples concernés et en particulier des femmes, qui en subissent fréquemment les conséquences – violence, divorce, rejet social, stress émotionnel, dépression, anxiété et piètre estime de soi». C'est la double peine : alors qu'une personne sur six dans le monde en souffre (un couple sur six en âge de procréer est concerné en France), la difficulté à y parvenir reste perçue dans la société – et souvent, par ricochet, par les intéressés eux-mêmes – comme un échec, un défaut de performance. Partant, les témoignages de Leïla Bekhti et Nawell Madani sonnent comme une libération de la parole. Ils rappellent que tout le monde peut être concerné, et ils refusent la honte qui n'a pas lieu d'être, ils sont un acte de solidarité sociétale. Ils sont d'autant plus bienvenus en ces temps de «réarmement démographique» souhaité présidentiellement (par un homme lui-même non géniteur), champ lexical qui suggère que se reproduire contribue à la puissance du pays et qui, donc, accentue encore l'injonction à procréer. ◆

perrier®



Cette silhouette vous rappelle quelque chose ? C'est normal, ça fait plus de 160 ans que j'étanche votre soif comme personne, et pour des millions de consommateurs, que ce soit aux terrasses des cafés ou devant un match de tennis. C'est vrai que tout le monde me connaît. Depuis ma création en 1863 je n'ai jamais cessé de faire parler de moi, aux 4 coins du globe, et c'est toujours le cas ! Mais saviez-vous que nos équipes de passionnés s'engagent chaque jour à l'usine, à la source et dans sa région, pour vous offrir votre eau minérale naturelle unique, dans cette bouteille si iconique. Cela fait des années que de nombreuses actions sont menées au quotidien pour contribuer à protéger la source PERRIER®, et son terroir naturel. Et nous nous engageons toujours plus pour répondre au mieux aux enjeux du changement climatique imposés à notre activité. Tout ça, pour que la qualité et le plaisir d'un PERRIER® restent intacts. Bon, assez parlé de moi. J'ai hâte de vous retrouver, pourquoi pas en terrasse en lançant un « Garçon, un PERRIER® s'il vous plaît ! » Et si vous êtes à la recherche de plus d'informations, scannez ce QR code.

Merci à tous pour votre confiance.
Votre fidèle bouteille PERRIER®.



GARÇON,
PLUS D'INFOS
SVP !

Aujourd'hui 460 hectares de terres autour de la source PERRIER® respectent une charte exigeante de bonnes pratiques agricoles et environnementales.

Découvrez toutes nos actions sur perrier.com/fr





De gauche à droite, de haut en bas : Benjamin Morel, Anne Levade, Carolina Cerdá-Guzmán et Dominique Rousseau. PHOTOS FRANCE INFO. FRANCE INTER. PUBLIC SÉNAT. BFM TV

Le nouveau droit de cité des constitutionnalistes

Par
VICTOR BOITEAU

Dissolution, censure, 49.3... A la faveur d'une séquence politique exceptionnelle, les juristes sont sollicités comme jamais pour décoder le fonctionnement des institutions. Au point que certains déplorent une dénaturation de leur discipline qui tourne parfois au commentaire d'actualité.

Allumez votre télévision, branchez votre radio ou ouvrez un journal et vous aurez une forte chance de tomber sur un constitutionnaliste. Ils sont partout, ces éminents spécialistes de la loi fondamentale, des médias *mainstream* aux rayons des librairies, en passant par des conférences et des salons plus feutrés, où échangent patrons, lobbyistes et responsables politiques. Comme les médecins sortis des murs des hôpitaux pendant le Covid ou les militaires cathodiques depuis l'invasion de l'Ukraine, les experts du droit public sont sortis des amphithéâtres. Professeur à l'université Paris-Cité et directeur du centre de recherche Maurice-Hauriou, Bruno Daugeron plante le décor : «2024, c'est l'année du droit constitutionnel. On a fait appel aux constitutionnalistes pour décrypter les enjeux. Chacun y est allé de son commentaire et a donné sa vision des choses. La fièvre, c'est ça !»

«SURMÉDIATISATION»

D'ordinaire, cette communauté se fréquente dans de vénérables institutions comme le Cercle des constitutionnalistes, fondé en 2008 au lendemain de la révision constitutionnelle, et dirigé par Dominique Chagnollaud, professeur émérite à l'université Panthéon-Assas. Tous

ces exégètes du texte de Michel Debré se connaissent, se lisent dans *Pouvoirs*, un trimestriel créé en 1977 par Philippe Ardant et Olivier Duhamel, aussi aride qu'incontournable pour les mandarins du droit. «Il existe une tradition ancienne, chez les professeurs de droit, d'intervention dans le débat public», nuance Julien Jeanneney, professeur de droit public à l'Université de Strasbourg. Reste que depuis les législatives de 2022, la dissolution de juin 2024 et la censure de Michel Barnier en décembre de la même année, l'impression d'une déferlante domine. Un «effet de surmédiatisation qui commence à se tasser», tempère Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à l'université Panthéon-Assas, lui-même omniprésent.

«Après juin 2024, la situation de la V^e République est devenue une terra incognita pour les constitutionnalistes, relève Denis Baranger, professeur de droit public à l'université Panthéon-Assas. La dissolution est un événement marquant. C'est un acte du président de la République que lui seul a compris, qu'il n'aguère cherché à expliquer à l'opinion, et qui lui a fait perdre son parti.» Du plateau de l'émission *Quotidien* aux colonnes du *Monde*, du *Figaro* ou de *Libération*, des radios aux hebdomadiers, l'armada de constitutionnalistes a déboulé en force. «Nous traversons une pé-

riode politique exceptionnelle, observe Jean-Philippe Derosier, professeur agrégé de droit public à l'Université de Lille. Mais cette "fièvre" n'est pas exceptionnelle. La fièvre, on peut l'avoir à chaque maladie, à chaque crise..."

Plus que les événements en eux-mêmes, c'est leur succession dans un temps réduit qui rend la situation inédite. Les 49.3 en série d'Elizabeth Borne, une Assemblée dissoute un soir de scrutin européen, un gouvernement censuré six mois plus tard... «Il y a eu une demande de compréhension de la suite des échéances, du calendrier des opérations politiques possibles», reconnaît Anne Levade. Sollicitée régulièrement, la professeure de droit public à l'université Panthéon-Sorbonne relativise ce raz-de-marée : «La pratique de la Ve République a toujours été surprenante.» De Gaulle pouvait-il recourir à l'article 11 pour réviser la Constitution en 1962? Mitterrand pouvait-il refuser de signer des ordonnances pendant la cohabitation avec Chirac en 1986? «Les controverses constitutionnelles n'ont pas toujours été confinées dans les colonnes des revues juridiques», rappelle Julien Jeanneney.

AFFINITÉS PARTISANES

L'instabilité politique depuis 2022 et l'absence de majorité à l'Assemblée charrent pourtant son lot d'interrogations. Combien de temps le président de la République peut-il attendre avant de nommer un gouvernement? A quoi ressemble un gouvernement technique? Quid des «affaires courantes»? Autant de fil à retordre pour les experts... «Je compare les règles constitutionnelles à un pâturage délimité par une clôture, expose Denis Baranger. Le troupeau peut courir dans tous les sens à l'intérieur du champ, mais sans franchir la clôture. La Constitution joue ce rôle avec les responsables politiques.» Biberonnés au présidentialisme dominant depuis 1958, ces savants ont pourtant dû s'adapter au retour en force du Parlement. «Les lunettes habituelles que nous avions pour analyser la présidence de Nicolas Sarkozy, de François Hollande ou le premier quinquennat d'Emmanuel Macron ne nous permettent pas d'avoir le meilleur discernement sur ce qui se passe depuis 2022», convient Jean-Philippe Derosier. «On a tous été formés dans un moment où l'exécutif était extrêmement présent, abonde Carolina Cerdá-Guzman, maîtresse de conférences en droit public à l'Université de Bordeaux. La situation actuelle est frustrante car j'aimerais qu'on change le cadre d'analyse en voyant le Parlement comme un organe important. Or la Constitution ne le permet pas tant que ça, ne donne pas les outils nécessaires.»

Bases historiques, règles juridiques et perspectives politiques... Ce cocktail délivré par certains juristes est apprécié par les médias et le grand public. Chez les spécialistes, cette confusion fait pourtant débat. «Je ne suis pas pour rester dans mon labo. Mais j'ai une exigence éthique sur ce qu'un constitutionnaliste est

«La Constitution est un cadre compliqué parce que subtil. Or quand vous voulez être trop subtil, ça ennuie tout le monde!»

Anne Levade professeure de droit public à l'université Panthéon-Sorbonne

en mesure de dire. Commenter l'actualité politique, ce n'est pas mon job», pose Dominique Rousseau, professeur émérite de droit public à l'université Panthéon-Sorbonne. Pour Bruno Daugeron, la réflexion doit porter «sur la manière dont les juristes s'expriment dans les médias, qui n'est pas totalement neutre, et la manière qu'ont les journalistes de simplifier, avec des a priori sur le droit, les institutions». Un colloque sur le sujet est prévu cet automne à Assas. Intervenant lui-même dans la presse ou sur les plateaux, le juriste déplore un «droit constitutionnel médiatique» : «Il n'est pas nul, mais aplati, affadi dans des catégories qui ne sont plus celles du droit mais des médias.» «La Constitution, c'est un cadre compliqué parce que subtil, expose Anne Levade. Or à la radio ou à la télévision, quand vous voulez être trop subtil, ça ennuie tout le monde!»

Quid également des frontières entre l'analyse juridique et la prospective politique? «Si on ne fait pas de politique à côté, on explique un régime qui n'a jamais existé, avance Benjamin Morel. Les constitutionnalistes ne sont pas des prophètes.» Déployant une «tendance aux analyses politiques, voire à la communication politique», Denis Baranger estime, lui, qu'un spécialiste de droit constitutionnel n'est «pas là pour donner une interprétation personnelle du régime. Même s'il y a une marge d'interprétation. Certains considèrent que tout ce qui n'est pas dans le texte est une violation. D'autres considèrent que tout est permis».

Il est vrai aussi que la frontière entre commentaire politique et analyse juridique peut être amincie par les affinités partisanes de certaines figures du droit, en compagnonnage plus ou moins affiché avec tel ou tel bord de l'échiquier.

Voilà un autre débat soulevé par ces savants, plus habitués à débattre entre les murs des colloques. Comment concilier lecture stricte des articles et analyse, la lettre et son esprit? «On prend le constitutionnaliste pour une boîte à outils dans laquelle on peut puiser», déplore Lauréline Fontaine, professeure de droit public à la Sorbonne-Nouvelle. «On cherche à savoir si telle ou telle chose est possible, quitte à torde les arguments. Sans s'arrêter sur ce qu'on ne peut pas faire. Or c'est l'objet d'une Constitution : limiter le pouvoir.» Pour l'auteure de la Constitution au XXI^e siècle : histoire et institutionnelles. ▶

d'un fétiche social (Editions Amsterdam, 2025), les représentations des constitutionnalistes légitiment une pratique politique du texte sans l'interroger en profondeur. Or «derrière chaque procédure, il y a un principe politique et philosophique, estime la juriste. Quand on engage la procédure accélérée, on n'utilise pas seulement une procédure : on neutralise le principe de fond. Soit l'idée qu'on considère, depuis plus de deux siècles, que pour faire de bonnes lois, qui favorisent la liberté, il faut du temps».

A ces débats théoriques, s'ajoute une inflation des formats et des expressions. «Il y a peut-être une bascule générationnelle», avance Carolina Cerdá-Guzman. Une génération de constitutionnalistes se souvient des débats sur la nature du régime entre le doyen Georges Vedel et Maurice Duverger devant la vénérable Association française de science politique. «L'époque des statues du commandeur est terminée», veut croire Denis Baranger. Ainsi des publications à la pelle recensées ces derniers mois, de l'*Antimanuel de droit constitutionnel* (Odile Jacob, 2025) de l'ancien ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas, à *Sortir de la Ve* (Editions du Détour, 2024), de Carolina Cerdá-Guzman, ou *Cette Constitution qui nous protège* (XO Editions, 2024), d'Anne-Charlène Bezzina, maîtresse de conférences en droit public à l'université de Rouen. Un bon filon pour les éditeurs? «On vit une situation dingue, constate Arthur Chevallier, éditeur chez Passés composés, qui a publié en début d'année *le Nouveau Régime ou l'impossibilisme parlementaire* de Benjamin Morel. L'intérêt médiatique a été décuplé. Mais une surmédiatisation ne veut pas dire automatiquement vente de livres.»

«ROUAGES COMPLEXES»

La médiatisation peut en revanche remonter aux oreilles des cabinets d'affaires publiques ou des agences de communication. «Tout le monde est perdu et nos clients ont plein de questions», glisse un lobbyiste en évoquant patrons du CAC40, associations et ONG. Plusieurs sessions ont ainsi été organisées par son cabinet entre des constitutionnalistes et des clients en juillet après la dissolution, puis en décembre après la censure. «Les rouages de la Ve République sont complexes et la Constitution propose de multiples outils, abonde une lobbyiste d'un grand groupe étranger. Nous avions besoin d'un éclairage précis pour réaliser des projections.» Connaître les ficelles de la loi fondamentale est toujours utile au moment de suivre l'examen d'un projet de loi. L'Association des professionnels des affaires publiques, qui regroupe les lobbyistes des plus gros groupes tricolores, a ainsi convié Benjamin Morel mi-mars à échanger autour de la «crise de régime». «Leur métier bouge, explique le politiste. Avoir le numéro du type à l'Elysée qui décide du projet de loi n'est plus utile. Le pouvoir a changé de place. Ils ont besoin de comprendre ces transformations politiques et institutionnelles.» ▶

Libération

Guerre d'Algérie : où la déclassification des archives en est-elle ?

La dissuasion nucléaire britannique est-elle dépendante des Etats-Unis ?

Les prisons de haute sécurité voulues par Darmanin sont-elles compatibles avec le droit ?

Comment le «JDD» a tronqué un PV de police pour défendre Gérard Depardieu

**Vous demandez
nous vérifions**



CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN |



Confinement cinq ans après, souvenirs d'adolescences confisquées

Agés de 15 à 18 ans durant la pandémie de Covid-19, ils sont passés à côté des expériences de leurs aînés. «Libération» donne la parole à de jeunes adultes marqués par cette période.

TÉMOIGNAGES

Par

EVA FONTENEAU (à Bordeaux)
MATHILDE FRÉNOIS (à Nice)
et **STÉPHANIE MAURICE** (à Lille)

Photo

HUGO CLARENCE
JANODY. HANS LUCAS

Ils avaient entre 15 et 18 ans lorsque le Covid-19 a explosé. Adolescents confinés, ils ont été privés des sorties, rencontres et expériences de leurs aînés. Une parenthèse qui a laissé des traces, cinq ans après le coup d'envoi du premier confinement, le 17 mars 2020, chez ces désormais jeunes adultes. Cette période a «entravé très sérieusement leur sociabilité au moment où se nouent les amitiés les plus durables», confirme Pierre Mercklé, professeur de sociologie à l'université Grenoble Alpes (*lire ci-contre*). Libération est allé à leur rencontre dans le Pas-de-Calais, à Nice et à Bordeaux.

À AVION «JE FAIS DES ÉCONOMIES POUR ALLER VOIR UN PSY»

Dans la salle de la mission locale d'Avion, une commune du bassin minier du Pas-de-Calais, ils sont trois : Frédéric, 21 ans, écussons de The Cure et Nirvana cousus sur sa veste en jean; Evan, 22 ans, ancien étudiant, visage doux et piercings; Tom, 23 ans, un enthousiaste, qui veut aider les autres comme il a été aidé. Ils sont aujourd'hui dans un parcours d'insertion professionnelle, en contrat d'en-

gagement jeune, et ont des projets d'avenir. Ce qui n'avait rien d'évident à la sortie de l'épidémie de Covid.

Leur réaction lors du premier confinement ? Une jubilation de potaches. «J'étais vraiment content. J'étais en première professionnelle, en hôtellerie-restauration, j'y allais parce que l'école était obligatoire, mais j'étais un peu en décrochage scolaire», raconte Frédéric. Il reprendra un mois le lycée lors du déconfinement, avant de tout lâcher. Tom, alors en bac pro commerce, la première joie passée, souffre de l'isolement forcé. «Je faisais beaucoup de sport, du théâtre : quand on est hyperactif comme moi, on a besoin de se défouler. A la place, je me suis défoulé dans la nourriture», explique-t-il. Avec aussi des symptômes dépressifs, au point que sa mère s'alarme, et arrive à lui trouver une place en urgence en centre médico-psychologique (CMP), pourtant saturé. «Sur les chaînes télé, ils parlaient du Covid tous les jours pendant des heures, ça faisait monter la terreur», se souvient-il.

Le premier confinement ne se passe pas si mal pour Evan : regarder des séries, beaucoup dormir, avoir son bac STMG (sciences et technologies du management et de la gestion) en contrôle continu. Le deuxième l'attrape pendant sa première année de fac, en langues étrangères appliquées, à Lille. «Pour moi, le Covid, c'est le meilleur et le pire, ma première indépendance, mais aussi une grosse déprime. Je ne dis pas dépression car je n'ai pas été diagnostiquée. Ça restait dans ma tête

et personne ne le savait. Mes études, je ne m'en sortais pas.»

Il passe par une phase de forte alcoolisation, chez lui ou dans des fêtes clandestines. Un jour, il se fait peur, et arrive à reprendre le dessus, seul. «Aujourd'hui, je fais des économies pour aller voir un psy, je n'ai pas trop envie d'aller dans le public», expose-t-il. Tom s'étonne : «Moi, je suis très bien suivi par le CMP, c'est grâce à eux que j'ai découvert que j'avais un TDAH [trouble du déficit de l'attention, avec ou sans hyperactivité, ndlr]. Ça m'a apporté beaucoup de réponses, pourquoi je me sentais différent avec les autres.» Evan l'écoute avec attention.

Tous sont d'accord avec la remarque de Frédéric : «Les confinements ont été une période d'introspection.» Le jeune homme ne craint pas la solitude, mais il a une solide bande d'amis et on sent que ses parents le soutiennent. Pendant longtemps, poursuit-il, «aucune voie professionnelle ne m'intéressait, rien. Maintenant, je commence à avoir de bons projets. Je cherche une alternance, et je voudrais avoir mon entreprise de vente de vêtements d'occasion en ligne, et peut-être ouvrir une friperie». Il a une volonté, randonner dans le monde entier, et il commence dès cette année, sur le chemin de Stevenson dans les Cévennes. «Là où il y a des routes, j'irai», dit-il joyeusement.

Après avoir redoublé sa première année, Evan est retourné vivre chez ses parents, avec qui ce n'est pas toujours simple, pour des raisons financières. Il veut s'orienter vers la comptabilité

ou les ressources humaines. Tom, lui, rêve de cinéma, mais ce sera pour quand il aura assez confiance en lui. Il se verrait bien en conseiller d'insertion professionnelle, et a le sentiment que le Covid lui a volé sa jeunesse : «Je ne rattraperai pas les années que j'ai manquées.»

À NICE «ON EST UNE GÉNÉRATION QUI NE FAIT PAS BEAUCOUP DE SOIRÉES»

Al'épicerie solidaire de Nice, il y a un canapé pour patienter. Aziz (1) s'est assis au bord. Le téléphone au bout des doigts, il attend son tour pour cette distribution de l'association Face06 de l'université Côte d'Azur. Il tapote sur l'écran machinalement. Aziz a 20 ans. Ces courses sont la seule occupation de sa journée. «Je ne sors pas beaucoup. Je préfère rester chez moi, dit l'étudiant en biologie. Je scrolle beaucoup. Je regarde des reels, des shorts, des vidéos.»

Il n'a aucune idée de son temps d'écran quotidien, il n'a pas de sujet de prédilection. Le contenu proposé est «aléatoire». Il ne peut s'empêcher de faire glisser son doigt pour continuer à regarder. Inlassablement. «J'ai commencé pendant le confinement, remet-il. J'ai développé une addiction.» Il avait 15 ans quand le Covid a enfermé sa vie d'adolescent. Sur le moment, il l'a «bien vécu». Il y avait ses parents, il y avait cet écran. Et puis le téléphone est devenu une obsession dont il ne parvient à se défaire cinq ans plus tard. Aziz rêve de devenir chercheur. **Suite page 12**





«Ces jeunes qui arrivent aujourd’hui à l’université ont une plus forte propension à l’isolement»

Pour le sociologue Pierre Mercklé, les confinements ont modifié dans la durée le mouvement d’ouverture de la société sur les autres. Les restrictions ont fragilisé toute une génération de jeunes, qui ont tendance, constate-t-il, à avoir une capacité d’intégration moindre.

Une occasion unique d’expérimentation. Alors que la France est confinée pour la première fois de son histoire, Pierre Mercklé, professeur de sociologie à l’Université Grenoble-Alpes, pressent qu’«il se passe quelque chose d’inédit dans la société». En avril 2020, dans le cadre du programme de recherche Panelvico, il met un questionnaire en ligne à l’adresse des citoyens astreints à domicile, de sorte à identifier les changements de sociabilité qu’occasionne la crise sanitaire. Une initiative qui devient un objet d’étude

au fil des soubresauts de la politique de freinage du virus mise en place par le gouvernement. Des travaux qui attestent de la forte résilience du corps social mais aussi «de traces potentiellement inquiétantes» laissées par la crise sanitaire.

Les confinements et les restrictions de circulation qui ont émaillé 2020 ont-ils eu des conséquences sociales durables?

Il est encore un peu tôt pour tirer des conclusions définitives, tant certaines de ces conséquences vont produire des effets à bas bruit sur le long terme. Nous commençons tout juste à ana-



INTERVIEW

Frédéric, Tom et Evan
à la mission locale
de Liévin (Pas-de-Calais), jeudi.

lyser les réponses aux questionnaires que nous avons renvoyés ces derniers mois aux quelque 5 500 personnes qui ont participé aux trois premières vagues de notre enquête entre 2020 et 2022. Les restrictions sociales de circulation et de réunion ont eu un impact sur les parcours résidentiels, le travail, les liens interpersonnels.

Les gens ont vécu des choses parfois très douloureuses, souvent inédites, dont ils garderont longtemps le souvenir. Cette période pandémique est devenue un marqueur temporel. Même s’il n’y a pas eu de bouleversement fondamental ni spectaculaire et visible des relations sociales, elle a laissé des traces, potentiellement inquiétantes.

Il n'y a donc pas de «monde d'après»?

Non, absolument pas. Les politiques de freinage de l’épidémie ont seulement accentué des tendances qui existaient déjà. Prenons l’exemple des pratiques culturelles: la fermeture des cinémas, des théâtres, des salles de spectacles pendant le premier confinement a évidemment clairement renforcé la domestication et la numérisation des loisirs. Comme on ne pouvait pas sortir de chez soi, on a regardé des films sur les plateformes de streaming et joué aux jeux de société... Mais en réalité, cela faisait déjà dix ou quinze ans que ce mouvement était amorcé, que la fréquentation des théâtres et des cinémas baissait. Quand les restrictions ont été levées, les gens se sont tout de même remis à sortir, mais on est revenu sur la tendance baissière de long terme. Un peu comme si le Covid n’avait été qu’une parenthèse.

Même dans l'univers du travail?

Oui, dans l’ensemble. Durant les confinements, le recours au télé-travail a été massif, surtout chez les cadres. Mais après le pic enregistré en 2020 et 2021, cette pratique a reculé, les entreprises commençant à en mesurer aussi le coût élevé en termes de coordination et d’implémentation. Pour autant, on y a recours plus souvent qu’avant la crise sanitaire. Là encore, le mouvement entamé avant le Covid se lissee sur le long terme. Quatre ans après la crise, les styles d’organisations professionnelles n’ont en réalité pas beaucoup changé. Il y a eu des gains d’autonomie pour certains salariés, mais ce n’est pas massif.

On fait la même observation sur les inégalités de genre. Le premier confinement, le plus strict, les a exacerbées. Les réponses à notre première vague de questionnaires étaient de ce point de vue assez spectaculaires. Par exemple, dans un même logement, les hommes disaient souvent disposer d’une pièce pour s’isoler, et les femmes beaucoup plus rarement, même quand elles travaillaient. Néanmoins, à partir de fin 2021, sur ce sujet comme sur beaucoup d’autres, on revient à la normale, ou à l’anormale si on préfère.

Selon vous, la crise a pourtant bien laissé des traces...

Oui et c’est d’ailleurs pour cela que nous avons décidé de prolonger l’enquête Panelvico sur les conséquences sociales de la crise sanitaire jusqu’en 2027. Nous soupçonnons deux formes de ruptures. La première a trait aux relations interpersonnelles. Depuis le début des années 2000, on observait une hausse continue de la sociabilité à tous les âges et dans toutes les catégories sociales: les gens avaient plus de contacts les uns avec les autres. Le numérique n’avait pas tué les relations de face-à-face, il les avait au contraire outillées ou augmentées: on en usait pour poursuivre nos conversations habituelles, en particulier. Or la crise sanitaire a favorisé une tendance contraire au repli sur soi, sur le cercle des proches et poussé à l’homophilie, en clair à n’entretenir des relations qu’avec des personnes qui nous ressemblent en termes de diplôme, de mode de vie, etc. Même si elle a reflété après la crise, cette tendance a perduré, donnant un coup d’arrêt préoccupant au mouvement d’ouverture sur les autres qui avait marqué les deux décennies précédentes. Mais il y a une autre trace notable de la crise, également préoccupante.

Laquelle?

L’impact sur les jeunes. C’est la catégorie de la population la plus profondément et durablement touchée par la crise sanitaire. La vie quotidienne des 18-21 ans a été fortement affectée par les confinements. Certains ont perdu leur travail, d’autres ont interrompu leurs études, beaucoup ont dû retourner vivre chez leurs parents. Si cinq ans après, ceux-là semblent avoir en grande partie surmonté le traumatisme, cela semble beaucoup moins sûr pour celles et ceux qui avaient entre 14 et 17 ans au moment de la crise. La fermeture des écoles, le port obligatoire du masque en classe ont entravé très sérieusement leur sociabilité au moment où se nouent les amitiés les plus durables. Ces fortes perturbations de la vie scolaire et amicale au moment où l’identité se construit ont laissé des traces. On le constate aussi en tant qu’enseignants. Ces jeunes qui arrivent aujourd’hui à l’université ont une plus forte propension à l’isolement, une capacité d’intégration moindre. Il y a plus d’anomie [désorganisation sociale résultant de l’absence de normes communes dans une société, ndlr] dans le cadre universitaire que dans les générations d’avant la crise. Parlera-t-on un jour à leur propos de la génération Covid? En tout cas, ils ont plus de difficultés dans les études et semblent, aujourd’hui, clairement fragilisés.

Recueilli par NATHALIE RAULIN

Suite de la page 10 Mais il «angoisse» à l'idée d'accéder au monde du travail, il «sèche» les cours magistraux pour rester sur son téléphone. Il n'a pas demandé l'aide d'un psychologue. «On se sent illégitime. J'essaie de gérer seul. Mais ça isole.» «Le Covid était une situation d'isolement forcé. Et c'est resté. Les étudiants sortent moins. C'est une habitude qu'ils n'ont pas prise», analyse le président de l'association Face06, Lucas Bonfils, 23 ans et déjà en études supérieures en 2020. *Onc'est très important le contact social. Il y a un décalage. Eux ont d'autres attentes.*»

Le caractère de Melissa, 22 ans, n'est pas tout feu tout flamme. Le confinement l'a «arrangée»: «C'était calme.» Et il a exacerbé ce trait de caractère. Jusqu'à en faire un petit handicap dans sa nouvelle vie de citadine: «*S'il y a trop de monde, ça me stresse. Je ne suis pas à l'aise. Je suis gênée dans le tram par exemple,*» développe cette étudiante en sciences de la vie dans sa douillette doudoune blanche.

Je ne me suis pas habituée. Peut-être à cause du confinement.» Melissa est restée deux ans à la maison, avec ses parents, loin du monde. «*On regrette de ne pas avoir vécu notre adolescence comme les autres générations*», complète son amie Besma.

Ambre et Manon sont suivies par le Carrefour Santé Jeunes du département des Alpes-Maritimes, une structure médicale réservée aux 12-25 ans. A 23 et 21 ans, elles étaient respectivement en prépa et au lycée pendant leur confinement, «*très bien vécu*». L'héritage de cette période se lit dans leurs sorties. «*On est une génération qui ne fait pas énormément de soirées. C'est moins un réflexe, moins une priorité*,» remarque Ambre, étudiante vétérinaire. «*Ça a un impact sur le fait de rencontrer des gens, être à l'aise, en contact avec des personnes qu'on connaît moins.*»

Elle n'a pas fêté ses 18 ans dignement. Ni ses 19 ans. «*Je ne suis pas une énorme fêtard*. Même une petite soirée tranquille à la maison,

«S'il y a trop de monde, ça me stresse. Je ne suis pas à l'aise. Je suis gênée dans le tram par exemple. Je ne me suis pas habituée. Peut-être à cause du confinement.»

Melissa 22 ans

ça n'a pas été mis en place.» Manon est aujourd'hui en bachelor marketing et événementiel à Nice. Aller boire des verres, écouter de la musique et danser lui demande un effort. «*Je préfère être chez moi qu'en dehors*,» maintient-elle. Ma première boîte, je n'ai pas pu la faire à 18 ans. Je regarde des films, je suis beaucoup sur TikTok. On se fait des soirées

raclette ou des restos avec mes amis.» Elle a rencontré son copain sur les réseaux sociaux pendant la crise du Covid. Date de la première rencontre physique : 13 mai 2020, soit deux jours après le déconfinement.

Retour à l'épicerie solidaire. Nezzha est derrière la caisse : c'est elle qui bipe les codes-barres. Quand elle n'est pas en service civique à l'asso étudiante, elle est sur les bancs de la fac. «*On galère tous. C'est compliqué par rapport aux cours car on n'est pas attentifs, on n'arrive pas à se concentrer*,» estime la jeune femme, 15 ans pendant le confinement, adepte des cours en visio. «*On n'est pas habitués à rester à l'écoute toute la journée.*» Après avoir sauté une classe en primaire, Nezzha a redoublé en études supérieures.

À BORDEAUX «ÇA A RENFORCÉ MON ATTACHEMENT À LA NATURE»

«*Avant, je voulais tout le temps sortir. Puis il ya eu le Covid, l'envie est passée.*» En 2020, à



La photographe Lucille Saillant a sillonné la France au printemps 2022 pour rencontrer des jeunes dont le quotidien a été bouleversé par la pandémie. A gauche, une élève en

«Cluster», «tests antigéniques», «Zoom»... L'abécédaire du Covid-19

«Libération» liste les mots et néologismes apparus durant la pandémie, entrés depuis dans le langage courant.

Il y a cinq ans, nous apprenions l'utilité des «gestes barrières». Parfois, nous étions «cas contact», alors on faisait un «test PCR». Pendant le «confinement», on se demandait si notre librairie serait ou non considérée comme un commerce «essentiel», et, pour mainten-

nir le lien avec les nôtres, on faisait des «apéros Zoom» juste après avoir tapé sur nos casseroles à notre fenêtre afin de rendre hommage aux travailleurs «en première ligne». Les années Covid, c'était donc ça : bref abécédaire des termes qui ont marqué la pandémie.

Cas contact. Ou cet étrange entre-deux dans lequel on n'est pas (encore) malade mais pas complètement sain non plus. Le mot est apparu dans la communication gouvernementale dès le début de l'épidémie, pour tenter d'enrayer la

circulation du virus et protéger les plus fragiles. A l'époque, trois injonctions : s'isoler, se faire tester et surveiller son état de santé. La sentence tombait par le message d'un proche ou, dans les premiers temps, de l'assurance maladie – qui a fini par abandonner les appels, submergée par l'afflux de cas. Et puis la marche à suivre a viré au casse-tête : s'isoler ou non? Quand se tester? Et si on est cas contact de cas contact? Aujourd'hui, le mot n'a pas complètement disparu – le site de l'assurance maladie, mis à jour en février dernier, recommande toujours la

prudence – mais on vous met au défi de l'entendre dans un coin de rue.

Confinement. Rester chez soi, s'isoler des autres. Au début, le confinement n'était qu'un terme lointain utilisé pour parler de ces millions de personnes en quarantaine en Chine. Puis le mystérieux virus s'est rapproché. Et la France, comme une bonne partie des pays du monde, a été placée sous cloche. Du jour au lendemain, nos vies ont été mises sur pause. Une drôle de routine s'est installée. On a découvert les attestations – à remplir pour

s'autoriser à s'évader quelques minutes pour acheter une baguette ou refaire des stocks de papier toilette. Pour s'occuper, il a fallu innover : on s'est mis à faire du levain, de la broderie, des masques en tissu, du sport au milieu du salon. On s'est enfin attaqué à la pile de livres qui traînait sur notre table de nuit et on a bingewatché films et séries. On s'est ennuié, aussi. Mais avec du recul, on se dit que comme pour toutes les trilogies, le premier des confinements était de loin le meilleur.

Cluster. Anglicisme signifiant groupe, regroupement. Au moment de la pandémie, le «cluster» avait une définition très précise : le fait d'identifier au moins trois cas confirmés ou très probables de Covid-19, dans une période de sept jours, au même endroit. La multiplication des tests antigéniques et PCR a permis d'identifier plus rapi-

l'annonce du premier confinement, Fraïdh, 16 ans, est scolarisé en première dans un lycée lot-et-garonnais. Pour soulager ses parents qui continuent à travailler, l'adolescent se met à garder ses quatre frères et sœurs. «*A force, j'ai commencé à avoir du mal à suivre les cours. Tout était plus compliqué à distance*», retrace-t-il. Il décrit un «*dent décrochage*» aggravé par le deuxième confinement. Dans un même temps, les liens créés avec ses amis rencontrés à l'internat se distendent. L'année suivante, Fraïdh s'isole progressivement. Jusqu'à «*préférer rester à la maison*». Cinq ans plus tard, on le retrouve au Pass'Mirail, dans le centre-ville de Bordeaux. Cet espace d'accueil sans rendez-vous, anonyme et gratuit, est dédié aux 18-25 ans en souffrance psychique. Après le Covid, ils sont nombreux à y avoir été flétris, notamment des étudiants. Enfoncé dans un fauteuil, Fraïdh déroule le fil de sa vie d'après : ses relations avec ses parents qui se dégradent, ses

études dans l'édition qu'il abandonne. «*C'était un rêve, mais j'étais incapable de me concentrer sur les cours en amphi. J'ai perdu l'habitude du présentiel et j'avais accumulé trop de retard au lycée.*» A l'avenir, il envisage de reprendre dans le domaine de la petite enfance. «*Mon expérience m'aura au moins permis de comprendre que j'aimais bosser avec des enfants*», philosophie-t-il.

Coralie, 21 ans, ne loupe jamais un mercredi au Pass'Mirail. C'est le jour du Pot'luck, un grand repas partagé. Un «*moment de bonheur*» pour cette cheffe de formation. Pendant son CAP cuisine, puis son brevet pro, la jeune femme se souvient des confinements comme d'*«une période plutôt cool»*. «*J'ai été harcelée à l'école, je n'étais pas très bien dans ma peau. Rester enfermée avec mes proches et cuisiner pour eux, ça m'allait bien*», rembquine la Bordelaise.

L'après-Covid prend une tout autre tournure. Coralie trouve un job et loue un appartement

à Bordeaux, loin de la maison familiale «*remplie de bruits et de vie*» pendant les confinements. «*Du jour au lendemain, je me suis retrouvée seule avec mes pensées. Je n'ai pas supporté la transition et en plus ça se passait mal au boulot. J'ai fait une tentative de suicide*», confie-t-elle. Venir au Pass'Mirail lui a «*sauvé la vie*».

Maria (1), 20 ans, garde une douloureuse expérience des confinements, qui l'ont rendue «*beaucoup plus réservée*». Coincée avec un père violent, elle voit ses contacts avec l'extérieur s'amenuiser au fil des semaines. «*L'école était un peu mon refuge. J'étais en seconde quand ça a commencé. A la maison, mon père me privait facilement de téléphone. Le lien avec mes amis a été coupé*», se remémore-t-elle. Perturbée dans sa scolarité, ses notes chutent. Elle obtient son bac «*un peu par chance*», présume-t-elle. «*J'ai continué avec des études d'ingénierie mais ça n'allait pas.*» Aujourd'hui,

Maria réfléchit à la suite et se ressource au Pass'Mirail.

Sarah, 22 ans, était en terminale en 2020. Une période «*plutôt propice au calme et au travail*» pour la jeune femme, qui a bien vécu les confinements. «*Ça a renforcé mon attachement à la nature et permis un temps d'introspection*», analyse-t-elle avec du recul. Elle plante aujourd'hui des arbres en service civique. En se penchant sur ses années lycées, Sarah constate qu'elle n'a gardé aucun contact avec ses amis de l'époque. «*La sociabilisation par Discord, c'était pas pareil. On a été coupés des soirées, des moments de pause entre les cours...*» Des années plus tard, elle a aussi le sentiment d'être «*plus fragile psychologiquement*» que la génération de sa mère. «*Quand j'écoute les choses qu'elle a vécues sans tomber, j'aurais explosé à sa place ! Peut-être parce qu'on est moins insouciants.*» ◀

(1) Les prénoms ont été modifiés.



cursus littéraire à Lorient, au centre, le lit d'un étudiant au conservatoire à Nantes et à droite, une étudiante dans sa chambre à Rennes. PHOTOS LUCILLE SAILLANT

vement les clusters afin de confiner les personnes impliquées, rompant la chaîne de transmission du virus.

Gestes barrières. Lavez-vous les mains au moins vingt secondes, toussez et éternuez dans votre coude, utilisez des mouchoirs à usage unique : cette liste de gestes hygiéniques est restée gravée dans les mémoires. Et imprégnée dans les lieux, à l'image de ces adhésifs bleus collés au sol des supermarchés pour signifier la distance minimale à respecter entre deux personnes. Pas de poignées de mains, pas d'embrassade, pas de câlin. De cette période est aussi resté le check pour se saluer. Ainsi que le gel hydroalcoolique à dispo dans les sacs pour se désinfecter les mains à tout moment de la journée.

Non essentiels. Pour protéger la France de la propagation de l'épidé-

mie, le gouvernement a très vite acté une scission entre les commerces dits «essentiels» et ceux dits «non essentiels», priés de tirer le rideau.

D'un côté, les boulangeries, supermarchés, primeurs, pharmacie, tabac presse et stations essence. De l'autre, tout le reste. Subitement se couper les cheveux, s'acheter une paire de chaussures ou choisir un livre était devenu secondaire. Comment a-t-on pu envisager de classifier de la sorte les acteurs qui forment notre société ? Et avoir mis autant de temps à tenir compte de la concurrence exercée par les géants du commerce en ligne, capables d'envoyer un livre en vingt-quatre heures partout dans le pays, et les grandes surfaces, qui ont dans un premier temps continué à vendre des vêtements ? Pour survivre, les petits commerces «non essentiels», ont dû ruser, mettre en place

des systèmes de *click and collect*, compter une fois encore sur des réseaux d'entraide.

Première ligne. La routine s'était installée. 20 heures, ouvrir les fenêtres. Applaudir ou frapper poêles et casseroles. Puis retourner à nos vies de confinés. Voilà comment, soir après soir, on avait pris l'habitude de rendre hommage aux travailleurs en première ligne. A ces soignants, livreurs, caissiers, routiers, éboueurs ou encore personnel des Ehpad qui ne pouvaient télétravailler, exposés malgré eux à la maladie pour sauver des vies ou faire tourner, même au ralenti, le pays. Autant de personnes, des femmes en majorité, qui occupaient des emplois souvent précaires et mal payés. On avait promis de mieux les considérer et de mieux les rémunérer une fois la pandémie passée. Ils attendent toujours.

Tests PCR. «*Il ne dure que quelques secondes et peut occasionner une légère gêne dans le nez*», dit l'assurance maladie, pour évoquer les larmes causées par le coton-tige qui vient frotter le fond des narines lors d'un test PCR, de son vrai nom test RT-PCR. Cette pratique devenue usuelle pendant la pandémie a muté. En élargissant le dépistage à deux autres maladies virales, la grippe et la bronchiolite, avec un test trois en un. Puis, en devenant payante pour le patient potentiellement infecté, depuis le 1^{er} mars.

Zoom. Télétravail oblige, nos réunions ont très vite été transposées sur les plateformes de visioconférence. On est peu nostalgiques des échanges quotidiens entre collègues et managers, avec au mieux quelques fonds de plages paradisiaques pour masquer la panière de linge abandonnée derrière son

bureau, au pire toutes caméras éteintes et pas un visage bienveillant auquel se raccrocher. On se souvient avec un peu plus de tendresse des soirées entre amis ou en famille, passées par écrans interposés. Non pas que ces «apéros zoom» nous manquent !

Mais après plusieurs jours passés loin de ceux que nous aimions, il était bon de pouvoir se lover dans ces temps d'échange numérique. Certes, nous n'avions parfois pas grand-chose à nous dire, au regard de la monotone de ces longues journées dans nos îlots dispersés. Mais nous avons réussi à créer coûte que coûte une nouvelle manière d'être ensemble. Et c'est sans doute cela dont il faut se souvenir.

**APOLLINE LE ROMANSER,
JULIEN LECOT,
SASCHA GARCIA,
JULIETTE GARNIER,
JULIETTE DELAGE**



LIBÉ.FR

Walking football ou voyage dans l'Inde ferroviaire... Au Salon des seniors, des alternatives pour une retraite active

En quête d'idées pour occuper ses vieux jours, Libé est allé déambuler au milieu des 188 stands du Salon des seniors qui ont peuplé, la semaine dernière, le Parc des expositions à Paris. Une foire annuelle accueillant 40 000 visiteurs qui propose pêle-mêle des machines à auto-acupuncture, des produits financiers de «gestion d'avenir» ou des chaussures Mephisto (grosse affluence). PHOTO AFP



Une proposition de loi des Ecologistes instaurant un impôt plancher a été votée le mois dernier à l'Assemblée. PHOTO VINCENT LOISON. 1H23

La taxe Zucman, bonne fortune pour l'effort de défense européen?

Selon le chiffrage de l'Observatoire européen de la fiscalité, les Européens pourraient récupérer 121 milliards d'euros en instaurant un taux d'imposition minimale de 3% sur les plus riches.

Par
ANNE-SOPHIE LEACHEVALLIER

Dans la quête aux milliards à laquelle se livrent les Etats membres de l'Union européenne depuis qu'ils ont décidé de financer leur réarmement, l'Observatoire européen de la

fiscalité propose une manne inexploitée de 67 milliards d'euros. C'est ce que rapporterait, à l'échelle de l'UE, un taux minimum de 2% d'imposition sur les très riches, ceux dont le patrimoine dépasse les 100 millions d'euros. Si le taux était fixé à 3%, ce serait même 121 milliards d'euros. Ces estimations sont celles du laboratoire de recherches dirigé par l'économiste Gabriel Zucman, professeur à l'université de Berkeley en Californie et à l'Ecole d'économie de Paris.

Avec un taux d'imposition de 2%, la France récupérerait selon ces calculs 19,4 milliards d'euros (et 34,8 milliards avec un taux de 3%), l'Allemagne 16,9 milliards (et 30,4 milliards avec la seconde hypo-

thèse) et l'Italie 8,3 milliards (15 milliards). Aujourd'hui, comme l'ont démontré les recherches scientifiques dans différents pays, les gigariches paient proportionnellement moins d'impôts que les autres contribuables.

Rapide. Ces 67 milliards représentent «l'équivalent du quart des financements nécessaires aux besoins d'investissement dans la défense estimés par [l'institut] Bruegel. Une taxe minimale à 3% rendrait les systèmes fiscaux européens légèrement progressifs et les 121 milliards qu'elle rapporterait correspondent à près de la moitié de ces besoins», calculent Quentin Parrinello, Giulia Varaschin et Gabriel Zucman dans

leur note. Ils font référence à un chiffrage du think tank basé à Bruxelles, qui estime que l'Europe devrait trouver 250 milliards d'euros par an si elle veut assurer sa défense sans protection américaine. «La défense, ce nouveau besoin, ne peut pas être financée en renonçant aux autres priorités telles que la transition environnementale et le modèle social européen, car cela reviendrait à affaiblir l'autonomie stratégique européenne», considère Quentin Parrinello, directeur des politiques publiques à l'Observatoire européen de la fiscalité.

Il faut donc de nouvelles recettes, et la manière la plus simple et la plus rapide est de restaurer la progressivité des systèmes fiscaux en adoptant une taxation minimale. Il n'est pas question d'un tel

dispositif ni d'aucune nouvelle ressource dans le plan adopté par les 27 Etats membres il y a dix jours. Ce dernier estime que 800 milliards pourraient être mobilisables pour la défense, une somme obtenue en additionnant 650 milliards de dépenses militaires supplémentaires, qui vont être sorties des règles du Pacte de stabilité et 150 milliards qui seraient levés sur les marchés par l'Union puis reprétés aux Etats.

«Tartufferie.» A première vue et malgré le déficit public très creusé de la France (à 6% de son produit intérieur brut fin 2024), l'exécutif n'est pas disposé à se saisir de l'occasion pour mettre en place une taxe inspirée par les travaux de Gabriel Zucman.

Il n'a pas indiqué comment il comptait s'y prendre pour financer cet effort supplémentaire, plutôt ce qu'il excluait de faire. Pas question de saisir les avoirs russes gelés. Pas question d'accroître une dette déjà élevée. Ni, malgré les demandes de certains au sein de la coalition gouvernementale, de toucher au modèle social. Pas question non plus d'augmenter les impôts. Le Premier ministre, François Bayrou, s'est exclamé dimanche sur France Inter et France Info: «Est-ce que la solution est dans l'augmentation des impôts? C'est une blague! Si les impôts permettaient d'être prospères et d'être heureux, la France serait le pays le plus heureux du monde.» Quelques heures plus tard, sur un autre plateau, celui de BFM TV, le ministre de l'Economie, Eric Lombard, soupirait en parlant du «réflexe français de dire quand il y a un sujet, "faisons payer les riches"». Des propos raccords avec ceux du chef de l'Etat, qui ne rate pas une occasion de dire que, dans cette «nouvelle ère», les impôts ne seront pas augmentés – dans son allocution télévisée du 5 mars et encore jeudi lors d'une réunion à l'Elysée.

Derrière ces discours, la réalité est moins binaire. Dans son accord avec les socialistes pour s'assurer de sa non-censure, le gouvernement s'est engagé à remplacer la contribution sur les hauts revenus passée dans le dernier budget par un autre dispositif au rendement identique (2 milliards). Les ministres de Bercy ont évoqué un mécanisme qui taxerait à 0,5% le patrimoine des plus riches, sans tenir compte des biens professionnels. Comme ces derniers «représentent 90% du patrimoine des personnes concernées», Gabriel Zucman a qualifié cette proposition de «tartufferie fiscale» dans Libération. Par ailleurs, les députés tentent d'avancer. Une proposition de loi des Ecologistes instaurant un impôt plancher a commencé son chemin parlementaire en étant votée à une large majorité le mois dernier à l'Assemblée. Au niveau mondial, la discussion progresse dans le cadre du G20, depuis que le président brésilien Lula a imposé le sujet. ◆



LIBÉ.FR

«On me faisait des doigts d'honneur sur la piste» : la Formule 1 se féminise, mais à allure modérée

Le monde très masculin de la F1 change depuis quelques années avec la présence de femmes dans le paddock et un nombre de supportrices en hausse. Mais cette transformation ne va pas jusqu'à la piste : aucune pilote n'a été au départ du premier Grand Prix de la saison qui s'est déroulé dimanche en Australie. PHOTO PRESSE SPORTS



Retraites François Bayrou exclut le retour de l'âge de départ à 62 ans

Dans un contexte où le bien-fondé même de la «délégation paritaire permanente», chargée par François Bayrou de réviser la réforme des retraites de 2023, est déjà vivement attaqué à droite, le Premier ministre a fermement exclu dimanche un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans. Ce bougé est pourtant «prioritaire» pour les syndicats de travailleurs. Si le Premier ministre n'a pas répondu sur la question d'un départ à 63 ans, il s'est engagé à soumettre un éventuel accord au Parlement. Mais la montée du débat autour de l'«effort de défense» bouscule les discussions. Des acteurs du monde politique et économique en profitent pour tenter de couper court à ces réunions, qualifiées notamment par le très macroniste président du Conseil d'orientation des retraites, Gilbert Cette, de «secondaires sinon dérisoires». Le chef de file d'Horizons, Edouard Philippe, a jugé ce conclave «complètement hors sol». «Edouard Philippe considère que la démocratie sociale et les partenaires sociaux, c'est négligeable», a répondu François Bayrou. Mais en semblant vouloir préempter l'issue des discussions sur la question de l'âge de départ, ce dernier s'est attiré les foudres de partenaires sociaux et de l'opposition. «C'est scandaleux», a affirmé le négociateur de la CGT sur les retraites Denis Gravouil. Jean-Luc Mélenchon a dénoncé un «foutage de gueule». Le député socialiste Jérôme Guedj a quant à lui parlé d'un «mépris pour les partenaires sociaux». PHOTO STÉPHANE DE SAKUTIN. AFP

A lire en intégralité sur [Libération.fr](#)

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les autorités françaises cherchaient à faire comprendre à la population que les enjeux internationaux pourraient bientôt les concerner directement. L'électrochoc causé par la dégradation des relations avec les Etats-Unis et le discours d'Emmanuel Macron sur la menace russe ont fait sortir des limbes la question de la défense nationale. Avec elle a ressurgi dans le débat public le serpent de mer du service militaire obligatoire pour défendre les frontières en cas de besoin. Une idée pourtant délaissée depuis que la France est dotée de la dissuasion nucléaire, et dont l'abandon a été entériné par la loi du 28 octobre 1997.

Interrogé sur le sujet, vendredi par la presse régionale, Emmanuel Macron a balayé l'idée. Pour le chef de l'Etat, «ce n'est pas une option réaliste» ni «un schéma opérant». Lorsqu'on interroge des militaires, aucun ne semble souhaiter non plus un retour de la conscription. «Le débat est faussé si on pense service militaire obligatoire parce qu'une puissance menace à l'est de l'Europe», souligne Bénédicte Chéron, maître de conférences en histoire des armées à l'Institut catholique de Paris. Même pendant la guerre froide, il devient évident pour les Français que la dissuasion

«J'annoncerai dans les prochaines semaines une grande refonte du service national universel.»

EMMANUEL MACRON
vendredi dans la presse régionale



est le nouveau rempart de notre territoire.» A l'heure où les sondages montrent que la population française n'est pas prête à renoncer à des prestations sociales ou au recul du départ à la retraite pour financer les dépenses d'armement, il semble illusoire de penser qu'elle accepterait que ses enfants soient envoyés risquer leur vie sur une ligne de front après quelques semaines de formation. Sauf en cas d'invasion du territoire. On parlerait alors de mobilisation. A défaut de service militaire obligatoire, le président de la République a annoncé «une

grande refonte» du service national universel (SNU), «qui correspondra aux besoins de la nation et aux priorités identifiées». Début 2024, le gouvernement avait prévu de généraliser à la rentrée 2026 cette idée chère à Emmanuel Macron, destinée aux 15-17 ans, avec comme objectif final de rendre le SNU obligatoire. Mais la dissolution de l'Assemblée nationale, l'absence de majorité parlementaire et les restrictions budgétaires avaient envoyé le projet aux oubliettes, d'où il pourrait bien ne pas ressortir. «L'idée d'une obligation imposée verticalement sur toute la jeunesse semble vaine, et la finalité du SNU n'a jamais fait consensus», estime Bénédicte Chéron. Reste le volontariat. Le débat sur le service militaire obligatoire a le mérite de donner un coup de projecteur sur les ambitions de la réserve nationale. Le projet de doublement du nombre de civils engagés dans l'armée a pour objectif un militaire de réserve pour deux militaires d'active en 2035. Il est inscrit dans la loi de programmation militaire votée en 2023, et qui a reporté l'âge limite à 70 voire 72 ans pour certains postes. Assez économique, ce principe permet d'appuyer les 200000 militaires professionnels français en cas de besoin. **LAURENCE DEFRAZOUX**
A lire en intégralité sur [Libé.fr](#)

Malgré une mobilisation historique en Serbie, Vucic s'accroche au pouvoir

Après la démonstration de force des opposants au régime autoritaire et corrompu d'Aleksandar Vucic, samedi, la société serbe semble plongée dans l'inconnu. Autour de 300 000 personnes, selon une association indépendante, sont venues de tout le pays pour déferler sur Belgrade à l'appel des organisations étudiantes, surmontant les obstacles routiers et l'interruption des lignes de bus et de train imposés par des autorités qui croyaient à l'imminence d'un coup d'Etat. L'ampleur de cette mobilisation pacifique a été reconnue par Vucic, qui a tout de suite exclu de quitter le pouvoir. Lors d'une allocution télévi-

sée samedi soir, il a cependant troqué son ton martial et ses menaces de répression pour un discours d'ouverture au dialogue – rejeté en bloc par les étudiants. Depuis le début de la contestation, ils ne bougent pas d'un iota sur leurs revendications, mettant en lumière la corruption et le népotisme depuis l'arrivée au pouvoir du SNS, le parti de Vucic, en 2012. La lutte dépasse aujourd'hui largement les revendications initiales. Seul le départ du régime en place pourrait désormais être une victoire. Le mouvement manque cependant d'une articulation politi-

que. Rejetant toute personnalisation, les étudiants décident des étapes de la mobilisation au sein de «plenums», des AG fermées à la presse où la décision démocratique prime. Peu populaires, les partis d'opposition soutiennent tous le mouvement, mais pâtissent d'anciens scandales de corruption que le régime n'a cessé d'instrumentaliser. A l'image des foules dans les rues, ils sont politiquement très divers, de la gauche écologique pro-européenne à des partis ultranationalistes admirateurs de Poutine.

La proposition d'élections anticipées proposée par le Président est aussi rejetée par les étudiants et l'opposition. Avec sa mainmise sur le processus électoral, le SNS est accusé de fraudes massives à chaque scrutin. Seule la formation d'un gouvernement apolitique, afin de refonder un système démocratique, pourrait contenir les opposants. Mais Vucic s'accroche à son fauteuil et compte sur ses alliés illibéraux à Budapest, Moscou, et désormais Washington pour le conserver. Les étudiants sont, quant à eux, déterminés à poursuivre leur combat.

LOUIS SEILLER
Envoyé spécial à Belgrade

Macédoine Une soixantaine de morts dans l'incendie d'une discothèque

Au moins 59 personnes sont mortes et plus de 150 ont été blessées – dont une vingtaine dans un état grave – dans l'incendie qui a ravagé dans la nuit de samedi à dimanche une discothèque bondée de Macédoine du Nord. Une enquête a été ouverte sur une possible «corruption», l'établissement n'ayant pas de «licence légale». «Au moment de l'événement, environ 500 personnes se trouvaient à l'intérieur, tandis que 250 billets avaient été vendus», a précisé le ministre de l'Intérieur, Pance Toskovski dimanche en fin de journée. (avec AFP)

Etats-Unis Plus de 200 membres d'un gang vénézuélien expulsés au Salvador

Les Etats-Unis ont expulsé plus de 200 membres présumés du gang vénézuélien Tren de Aragua vers le Salvador, où ils ont été incarcérés dans une prison de haute sécurité, Donald Trump ayant invoqué une législation de temps de guerre. Saisi par des défenseurs des droits humains contre cette loi de 1798, utilisée pour la dernière fois pendant la Seconde Guerre mondiale, un juge avait pourtant ordonné une suspension de 14 jours de toute expulsion. (avec AFP)

A lire en intégralité sur [Libé.fr](#)

VU DE BELGRADE

Par
AMAEILLE GUITON

C'est l'histoire d'un cas d'école de mesure «expérimentale» devenue définitive, d'exception en passe de devenir la norme, qui va vivre une nouvelle étape avec l'examen, cette semaine à l'Assemblée nationale, de la proposition de loi «visant à sortir la France du piège du narcotrafic». Mars 2015 : deux mois après les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, le Premier ministre, Manuel Valls, présente un vaste projet de loi consacré au renseignement. Une mesure en particulier cristallise les inquiétudes et provoque une levée de boucliers, des associations de défense des libertés publiques aux entreprises du numérique : la mise en place d'outils chargés de détecter dans une masse de données de connexion (qui communique avec qui, quand, où...) celles «susceptibles de révéler une menace terroriste». Mars 2025 : après avoir été au fil des ans prolongée, pérennisée, étendue dans son périmètre, puis missionnée pour la lutte contre les ingérences étrangères et la cyberdéfense, cette surveillance algorithmique s'apprête donc à rejoindre également, dans une atonie certaine, l'arsenal déployé pour combattre le trafic de stupéfiants.

Le débat au Parlement sur le sujet paraît, lui, de plus en plus imprécis, de moins en moins informé. Mardi 4 mars, devant la commission des lois de l'Assemblée, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a ainsi pu affirmer que «l'algorithme est une technique moderne qui permet de sélectionner un mot, "cocaïne" par exemple, et de disposer immédiatement de tous les passages liés à ce terme» – une description qui n'a pourtant qu'un très lointain rapport avec le dispositif en question, tant dans son principe que dans sa réalité technique. Pour autant, le locataire de la Place Beauvau le martèle, si l'outil n'est pas utilisé demain au profit des enquêtes antidrogue, «les trafiquants [...] pourront sabrer la campagne». De ce point de vue, c'est une constante : l'extension du domaine du renseignement algorithmique procède toujours de la priorité politique du moment.

LES ALGORITHMES DU PROVISOIRE AU PERMANENT

Car il y a dix ans, déjà, l'urgence avait fait loi. Issu de travaux parlementaires, notamment ceux d'une mission d'information emmenée en 2012 et 2013 par le député socialiste Jean-Jacques Urvoas, très actif sur le sujet, le texte sur le renseignement était en chantier depuis des mois lorsqu'il a été percuté par les attentats de janvier 2015. Est alors intégrée une disposition supplémentaire qui prévoit, «pour les seuls besoins de la prévention du terrorisme», la mise en œuvre de «traitements automatisés» afin de détecter de potentielles «menaces» dans la masse des données traitées par les opérateurs de téléphonie et d'Internet et les services de communication en ligne. Changement de paradigme : il ne s'agit plus seulement d'écouter des cibles pour surveiller leur comportement, mais aussi, désormais, de déceler des comportements pour identifier des cibles. Soit chercher l'aiguille dans la botte de foin ou, comme le résume l'étude d'impact du texte, débusquer des «signaux de faible intensité», des «objectifs enfouis sous le maquis des réseaux de communications transnationaux».

L'idée de cette traque aux «signaux faibles» a été soufflée à l'exécutif par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), raconte dans un entretien à la revue *Etudes françaises de renseignement et de cyber* la secrétaire générale du gouvernement, Claire Landais, qui était à l'époque directrice des affaires juridiques du ministère de la Défense. Cette généalogie est peu surprenante. •••



RENSEIGNEMENT L'inexorable extension du domaine des «boîtes noires»

L'Assemblée nationale s'apprête à examiner, à partir de ce lundi, la proposition de loi sur la lutte contre le narcotrafic. Qui prévoit notamment, avec le soutien du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, d'étendre à nouveau l'usage de la surveillance algorithmique, votée il y a dix ans et alors limitée à l'antiterrorisme.

Dans les locaux du Groupement interministériel de contrôle, en 2021.
PHOTOS DENIS ALLARD



res détaillées) ou encore les géolocalisations pour le compte des services de renseignement: le discret Groupement interministériel de contrôle (GIC), rattaché au Premier ministre et logé sous l'hôtel des Invalides, dans le VII^e arrondissement parisien. Les flux de métadonnées, explique l'étude d'impact du texte, sont dupliqués chez les opérateurs et envoyés au GIC pour y être «soumis à des dispositifs de détection». Les services donneurs d'ordre – concrètement, la DGSI et la DGSE – n'ont accès qu'aux éléments isolés par les algorithmes, après avis de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) et autorisation de Matignon.

A l'époque, seules sont utilisées les métadonnées téléphoniques – numéros émetteurs et récepteurs, dates et heures des appels et des SMS, bornages sur les antennes-relais en France – collectées de manière exhaustive chez les quatre grands opérateurs nationaux, et conservées vingt-quatre heures au plus, selon un rapport du gouvernement au Parlement daté de juin 2020 et consulté par *Libération*, pour être filtrées par les «boîtes noires». Trois algorithmes sont alors déployés au GIC (le premier fonctionne depuis la fin 2017, les deux autres ont été mis en service en 2018). Pour l'année 2020, ils ont généré au total 1739 alertes, qui ont donné lieu à autant de transmissions des données de connexion détectées aux services de renseignement. Sans que l'on sache, secret-défense oblige, combien de personnes, parmi celles repérées par les algorithmes, ont par la suite fait l'objet d'une surveillance ciblée.

NI ÉTUDE D'IMPACT NI AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Et depuis? L'essentiel des informations publiques disponibles provient des rapports annuels de la commission de contrôle: le dernier en date, qui porte sur 2023, fait état de cinq algorithmes au total, et indique que l'extension aux URL votée en 2021 n'a «pas encore été mise en œuvre». L'état des lieux est toujours le même au printemps 2024, selon le député (alors Renaissance) Sacha Houlié, quand est adoptée sa proposition de loi «visant à prévenir les ingérences étrangères en France», qui fait pour la première fois sortir les «boîtes noires» du champ de la lutte antiterroriste pour étendre leurs missions – à titre expérimental, à nouveau, jusqu'en 2028 – à la détection des ingérences et des «menaces pour la défense nationale», à savoir les cyberattaques. Et c'est à peu près tout. D'origine parlementaire, ce texte n'a nécessité ni étude d'impact ni avis du Conseil d'Etat ou d'une autorité administrative indépendante. Il en va de même aujourd'hui pour la future législation sur la lutte contre le narcotrafic.

Reste que les «boîtes noires» de la loi de 2015 – l'expression, lâchée à l'époque par un conseiller de Matignon lors d'un échange avec la presse, collera longtemps au renseignement algorithmique – ne seront pas incubées par la DGSE. Et contrairement à ce que laissait augurer le texte, elles ne seront pas déployées «sur [les] réseaux» des opérateurs, mais dans une infrastructure étatique. Longtemps restée remarquablement opaque, l'architecture du système est enfin dévoilée en 2021 à l'occasion de l'examen du projet de loi «relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement», qui fait passer les algorithmes du provisoire au permanent et étend leur champ d'action aux URL (les «adresses internet», jusqu'ici exclues car elles peuvent renseigner sur les contenus consultés par les utilisateurs). Les «traitements automatisés» chargés de tamiser les données de connexion ou «métadonnées» sur le territoire français ont été confiés à l'organisme qui centralisait déjà les écoutes administratives, les «fadettes» (factu-

res

A ce jour, selon nos informations, il existe toujours cinq algorithmes en fonctionnement: courant 2024, un nouveau a été mis en service, mais un autre a été débranché. Tous relèvent du seul contre-terrorisme: les futurs «traitements automatisés» dédiés à la cybersécurité ou à la contre-ingérence sont encore au stade de la recherche et développement

«[La technique est] particulièrement invasive et s'apparente à une surveillance de masse.»

Jérôme Durain (PS)
et Etienne Blanc (LR)

dans le rapport de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic

dans les services de renseignement. Et aucun algorithme opérationnel n'utilise les URL. Mais la quantité d'informations aiguillées vers le GIC pour y être tamisées dans les vingt-quatre heures n'en a pas moins augmenté, et sans doute fortement, depuis 2021: les opérateurs fournissent aujourd'hui non seulement les «métadonnées» téléphoniques qu'ils traitent, mais aussi une partie des données de connexion à Internet qui transitent par leurs infrastructures – la collecte des secondes ayant nécessité, à la différence des premières, d'installer des équipements *ad hoc* sur leurs réseaux. Cette moisson inclut bien des URL, mais celles-ci sont très majoritairement chiffrées (ou «cryptées»), donc d'un intérêt limité, ce qui était, du reste, parfaitement prévisible.

DE LOURDES QUESTIONS DE LIBERTÉS PUBLIQUES

Pour quels effets, et à quel prix, s'opère cette extension continue du domaine du renseignement algorithmique? C'est bien tout le débat. Au printemps 2021, le gouvernement assurait que l'outil avait permis «d'identifier des individus porteurs d'une menace à caractère

terroriste» et de «détecter des contacts entre les individus porteurs de menace». Mais quelques mois plus tôt, un rapport de la DPR avait évoqué, pour justifier la nécessité de l'extension aux URL, des résultats «en deçà des attentes»... Quant à l'utilité des algorithmes en matière de contre-ingérence ou de cybersécurité, elle est à ce stade hypothétique. Les questions que soulèvent les «boîtes noires» en matière de libertés publiques sont pourtant particulièrement lourdes. Dans le rapport de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France, qui a inspiré la proposition de loi en discussion ces jours-ci, les sénateurs Jérôme Durain (PS) et Etienne Blanc (LR) l'écrivent sans détour: même entourée de procédures et contrôlée, la technique est «particulièrement invasive et s'apparente à une surveillance de masse puisque l'ensemble des données sont analysées, de manière automatisée».

Corapporteur du texte à l'Assemblée, le socialiste Roger Vicot dit à *Libération* avoir été «plutôt rassuré et convaincu par les garanties qui ont été présentées» lors des auditions menées avec ses collègues, mais reconnaît le «risque d'effet cliquet», celui de l'impossible retour en arrière, régulièrement pointé par les voix critiques de l'accumulation des législations sécuritaires. En commission des lois, l'article consacré au renseignement algorithmique a été réécrit. Là où les sénateurs lui confiaient très généralement la détection de menaces «relatives à la criminalité et à la délinquance organisées», le texte soumis au vote des députés retient, tout de même, la seule «criminalité organisée» relevant des «trafics de stupéfiants», des «trafics d'armes» et du «blanchiment» des sommes qu'ils rapportent. Là encore, jusqu'en 2028. En attendant la prochaine fois. ◆

Les informés
de Jean-Rémi Baudot
et Agathe Lambret,
du lundi au jeudi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec

Libération

franceinfo:

radio . web . tv canal 27

© Photo : Christophe Abramowicz / Radio France



Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

**Antiquaire & Décorateur
MAISON ALEXANDRA
EXPERT RECONNU**

06 15 02 23 98
**ACHÈTE COMPTANT
ET AU MEILLEUR PRIX SOUS 48H**
POUR SA CLIENTÈLE INTERNATIONALE
DÉPLACEMENT GRATUIT PARIS ET PROVINCE

MOBILIERS
(Commodes, Salle à manger, etc.)

Livres Anciens

Objets de Collection
(Jouets, cartes postales, objets militaires, violons)

Vins & spiritueux,
et achat de cave complète

Achat Monnaies or & argent, Montres, Bijoux, Pierres précieuses

Objets de décoration
(Lustres, objets, miroirs etc.)

Pendules, statues, pâtes de verre
(Galilé, Daum, etc.)

Vintage, maroquinerie, bagagerie, fourrure, sac à mains

BUREAU D'ACHAT 1 RUE DE STOCKHOLM PARIS 8^e
01 45 20 49 64
Depuis plus de 10 ans avec LE PARISIEN
DÉBARRAS ET SUCCESSION
maison-alexandra@orange.fr
www.maisonalexandra.com

MUSIQUE**Disquaire achète au meilleur Prix****DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD****TOUS STYLES****TOUTES QUANTITÉS**

Jazz - Pop - Rock

Musique Classique

Métal - Punk

Soul - Funk - House

World

(Afrique, Antilles, Maghreb)

Reggae - Hip Hop

Gros Stocks

et Collections

Contactez-nous**07 69 90 54 24****MATÉRIEL AUDIO**

Platines - Hi-Fi -

Ampis - Cellules - DJ

Jeux Vidéos - Conssoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide

PAIEMENT CASH

est habilité pour toutes vos annonces légales sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au **01 87 39 84 00**
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr

ON DONNE CET
ESPACE
POUR RAPPELER
QUE DONNER DE L'ARGENT
N'EST PAS LA SEULE FORME DE
SOLIDARITÉ

DÉCOUVREZ
TOUTES
LES FAÇONS
DE DONNER**Libération**

**Chaque mardi,
la newsletter
de «Libération» passe
au crible l'extrême
droite, du RN
aux groupuscules
violents**

**FRONTAL**Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Carpe diem. Série. Épisodes 3 & 4. Avec Samuel Le Bihan, Barbara Schulz.
23h05. Eurodreams **23h10.** New York, unité spéciale. Série. Les anges de Noël. Pas le choix. Flirt avec la mort. Bras de fer.

FRANCE 2

21h10. Après la nuit. Série. Épisodes 3 & 4. Avec Raphaël Lenglet. **22h55.** L'île prisonnière. Série. Épisodes 3 & 4.

FRANCE 3

21h05. Alliés. Romance. Avec Brad Pitt, Marion Cotillard. **23h15.** La ligne bleue. Magazine. Les gardiens de la forêt des Landes.

CANAL+

21h05. Marie-Antoinette : l'affaire du collier. Série. Haie, honnie, humiliée. Avec Louis Cunningham, Freya Mavor. **22h00.** Le cercle séries.

ARTE

20h55. Masques. Drame. Avec Philippe Noiret, Robin Renoult. **22h35.** Thelma et Louise. Aventures. Avec Geena Davis, Susan Sarandon.

M6

21h10. Mariés au premier regard. Divertissement. Émission 3 (1 & 2/2). **23h20.** Mariés au premier regard, la vie d'après. Magazine.

FRANCE 4

21h00. Culturebox, le show. Divertissement. Présenté par Daphné Bürki. **22h30.** Planète Rap. Magazine. Vacra.

FRANCE 5

21h05. Sur le front. Documentaire. Pollen : bientôt tous allergiques ? Verre, plastique : qui bloque le retour de la consigne ? **22h55.** C ce soir.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Les Grosses Têtes. Divertissement. Présenté par Laurent Ruquier. **22h55.** Les Grosses Têtes.

TMC

21h25. Doctor Strange in the Multiverse of Madness. Fantastique. Avec Benedict Cumberbatch. **23h35.** Captain America : Civil War. Film.

W9

21h10. Stillwater. Drame. Avec Matt Damon, Camille Cottin. **23h40.** Bad Boys for Life. Film.

TFX

21h10. Appels d'urgence. Magazine. Bac de Nîmes, entre délinquants ultra violents et trafic de voitures. **22h15.** Appels d'urgence. Magazine.

CSTAR

21h10. Redouane Bougheraba - On m'appelle Marseille. Spectacle. **23h05.** Paul Mirabel - Zèbre. Spectacle.

TF1 SÉRIES FILMS

21h05. Burn out. Action. Avec François Civil, Manon Azem. **23h05.** Largo Winch 2. Film.

6TER

21h10. Kaamelott. Série. Avec Alexandre Astier, Franck Pitiot. **22h45.** Kaamelott.

CHÉRIE 25

21h05. Crimes. Documentaire. Crimes dans le Poitou - 3 reportages. **22h45.** Crimes. Documentaire.

L'ÉQUIPE

21h05. L'Équipe Vintage. Magazine de sport. Coupe du monde 2006. France / Italie. Finale. **00h00.** L'Équipe du Soir. Magazine.

RMC DÉCOUVERTE

21h10. Wheeler Dealers France. Documentaire. Citroën BX sport. **22h25.** Wheeler Dealers France.

RMC STORY

21h10. Céline Dion, plus forte que la maladie. Documentaire. **22h05.** Whitney Houston : enquête sur un destin tragique. Documentaire.

LCP

20h35. Débatdoc. Documentaire. Virus, regards de photographes. Présenté par Jean-Pierre Gratien.

21h30. Débatdoc - Le débat. Magazine.



[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération

SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spéciaux),
Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemania (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus

113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM

LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

► SUDOKU 5501 MOYEN

1	3	7	9	4
9	3			7 1
	7	2	8	
7		9	1	4 2
1		3	9	5 6
2		6	5	
6	1			3
4	2			6 7
8	7	1	6	2



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

2	7	8	9	1	5	3	4	6
9	1	3	4	6	8	2	7	5
4	5	6	7	2	3	8	9	1
6	8	5	1	3	9	4	2	7
1	2	7	8	4	6	5	3	9
3	9	4	2	5	7	6	1	8
5	3	1	6	9	2	7	8	4
7	4	2	5	8	1	9	6	3
8	6	9	3	7	4	1	5	2

► SUDOKU 5501 DIFFICILE

9	6		7	4	3	5
7		6	3	8		4
	4					
8				7		
2	1		9		8	
9			2	3		
5	4	8	6		2	
4	8	2	5	1	3	

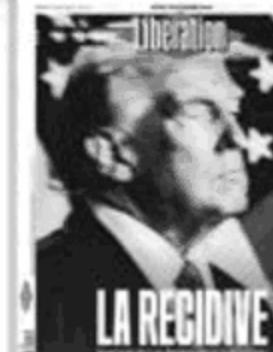
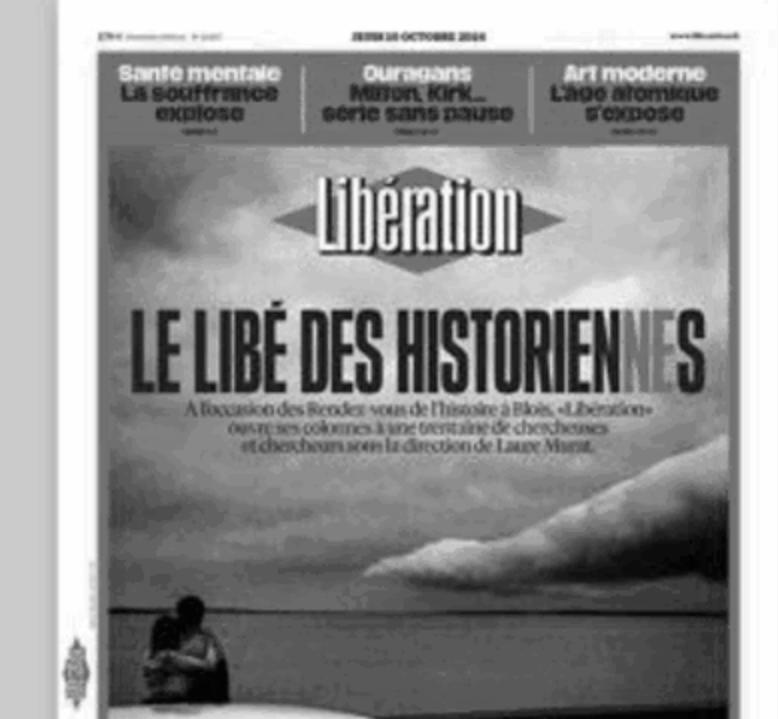
6	3	4	1	7	5	8	9	2
1	2	5	8	6	9	3	4	7
8	7	9	2	3	4	1	6	5
9	8	7	3	1	2	6	5	4
2	4	1	9	5	6	7	3	8
3	5	6	4	8	7	2	1	9
4	6	3	7	9	8	5	2	1
5	9	8	6	2	1	4	7	3
7	1	2	5	4	3	9	8	6

DIFFICILE

► LIBÉRATION

La boutique

Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique





A Bukavu, en république démocratique du Congo, après le passage de pillards, le 21 février. PHOTO LUIS TATO. AFP

Les plus riches ont abandonné la guerre contre la pauvreté

Alors que Donald Trump supprime l'USAid, la droite et l'extrême droite françaises proposent de diminuer les moyens de l'Agence française de développement. Une décision contre le bien commun.

La raison finit toujours par avoir raison, pensions-nous naïvement. Plus à l'heure de Trump, de Musk et consorts, quand désormais «deux et deux font cinq, si Trump le décide» s'inquiétait Olivier Berné, directeur de recherches au CNRS, sur France Inter le 5 mars. Ainsi, la science américaine observe, effarée, des politiciens biberonnés au créationnisme ou aux théories complotistes lever ou baisser le pouce selon leur sujet de recherche. Ce sont toutes les politiques publiques qui sont évaluées à l'aune du double critère, des intérêts personnels directs de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir fédéral, d'une part, des dogmes de leur religion,

leur secte ou leurs croyances d'autre part. Ce n'est pas une cure d'austérité, c'est une purge idéologique. Les politiques de santé ou environnementales sont piétinées. Les politiques d'aide au développement sont purement et simplement effacées. Sous couvert de lutter contre le gaspillage de l'argent public, les plus riches ont choisi d'abandonner la guerre contre la pauvreté et d'intensifier la guerre contre les pauvres. Dans ce cadre, le pauvre à l'extérieur des frontières a le profil idéal du parasite indésirable.

ABSENCE TOTALE DE RAISON

Sans scrupule, l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, a décrété la fin de 60 milliards de dollars d'aide humanitaire et au développement consentis par les Etats-Unis chaque année. Une décision qui provoquera des dizaines de milliers de décès, de malades, des épidémies et des conflits dans les zones les plus pauvres du globe. Une décision qui révèle une absence totale de raison, car elle se traduira, selon les propres mots du numéro 2 d'USAid (1), par «une déstabilisation et des menaces pour la sécurité nationale des Etats-Unis, à grande échelle».

Les Etats-Unis plongent dans l'obscurité. Leur démocratie pourrait ne jamais s'en remettre. Mais ceux qui veulent éteindre la lumière sur la science et sur toutes les politiques qui concourent à l'intérêt général prospèrent aussi en Europe. Les Allemands ont une expression pour décrire ce sentiment qui contamine une part croissante des élites et des peuples européens : *schadenfreude*, que l'on peut traduire par la réjouissance que l'on tire du

malheur des autres. C'est l'essence du programme politique des extrêmes droites racistes et des droites nationalistes et masculinistes en Occident. A défaut de pouvoir accéder au bonheur individuel, le malheur des autres doit suffire à nous réjouir. Cela en dit long de la corruption morale de ces élites qui prospèrent sur ce ressentiment généralisé.

CONTAGION EN FRANCE

Les élites françaises sont loin d'être immunisées contre cette contagion obscurantiste. Elles ont leurs médias, leurs oligarques, leurs influenceurs et leurs politiques qui corrompent sans vergogne le rapport des Français à la vérité et aux faits. Aussi, quand Trump efface l'USAid, la droite et l'extrême droite françaises proposent de faire la même chose avec l'Agence française de développement (AFD). L'AFD est un acteur majeur de la politique internationale de la France. Le gouvernement de François Bayrou, après celui de Gabriel Attal, a décidé de réduire ses moyens budgétaires en dépit de l'efficacité de sa contribution au développement international. C'est une erreur grave qui

Par
BENOÎT HAMON



Ex-candidat à l'élection présidentielle, président de l'ESS France

IDÉES /

Le théoricien de l'extrême droite Alain de Benoist, nouvelle recrue de Fayard et de la galaxie Bolloré

prépare le terrain à l'extrême droite française, qui lorgne les ressources financières de l'agence et mitraille ses mensonges sur le gaspillage de l'aide publique au développement.

Le premier mensonge consiste à affirmer que l'intégralité du budget de l'AFD est distribuée sans discernement en subventions à des Etats tiers et à la société civile. L'AFD, en réalité, est d'abord une banque qui intervient essentiellement en prêts, activité qui permet de remonter chaque année 300 millions d'euros en dividendes à l'Etat. Diminuer les moyens de l'AFD, c'est s'appauvrir.

Diminuer les moyens de l'AFD, c'est aussi et surtout réduire l'impact de notre engagement au service de la paix, de la stabilité, du climat et du développement durable dans le monde. Qui ne voit pas qu'à force de laisser les désordres se multiplier à la surface du globe, ceux-ci se rapprochent dangereusement ? L'AFD est un stabilisateur des relations internationales et, ce faisant, de la société française elle-même. Quand la diplomatie est rompue, que reste-t-il souvent de la présence française sur le terrain : les programmes de l'AFD. Pourquoi ? Parce que son expertise dans la coopération de pair à pair est unanimement reconnue.

Autour de l'AFD, c'est un écosystème unique d'entreprises, de collectivités et d'ONG françaises qui agissent au service de la santé, du développement économique, de la lutte contre la pauvreté ou du développement durable. Fragiliser l'AFD, c'est menacer 40000 emplois directs dans la société civile française. C'est aussi annihiler l'engagement de centaines de milliers de bénévoles qui agissent en faveur du bien commun. C'est à se demander si cette mobilisation citoyenne n'est pas la véritable cible des forces nationalistes qui combattent l'AFD. La France a une société civile parmi les plus nombreuses et vivantes à la fois. Son engagement dans les coopérations internationales permet que notre pays conserve des amis partout. Défendons cette ressource essentielle de notre identité collective.

Enfin, la doctrine de l'AFD, son expérience et ses moyens l'autorisent à jouer un rôle dans le dialogue avec les pays du Sud global, dont l'affirmation illustre l'entrée dans une nouvelle ère marquée par la fin de l'hégémonie occidentale sur l'ordre international. C'est encore un atout formidable qu'il faut renforcer absolument.

Les nationalistes sont toujours des patriotes en carton. A l'instar des milliardaires Vincent Bolloré, Pierre-Edouard Stérim et leurs obligés politiques ou médiatiques, ils ne payent pas leurs impôts en France, soutiennent alternativement Poutine ou Trump, adversaires directs, agressifs et belliqueux des intérêts de la France et de l'Europe. Il faut donc comprendre leur dernière offensive contre l'AFD à la fois comme une attaque contre le bien commun mais aussi, et surtout, contre la République et la France. ◀

(1) L'agence américaine pour le développement international.

Le philosophe et historien des idées explique à «Libération» avoir proposé à la maison d'édition un essai sur Rousseau.

Par
SIMON BLIN

Peu à peu, l'écurie Fayard étoffe son nuancier d'extrême droite. Après avoir publié Xenia Fedorova, Jordan Bardella ou Sonia Mabrouk, l'éditeur, repris d'une main de fer par Vincent Bolloré voilà plus d'un an, s'apprête à faire paraître un livre d'Alain de Benoist, chef de file de la Nouvelle Droite, courant de pensée qui cherche à défendre une identité européenne blanche. Intitulé *Un autre Rousseau*, préfacé par Michel Onfray, vedette des médias bolloréens, et prévu pour le 14 mai, l'ouvrage portera, comme son

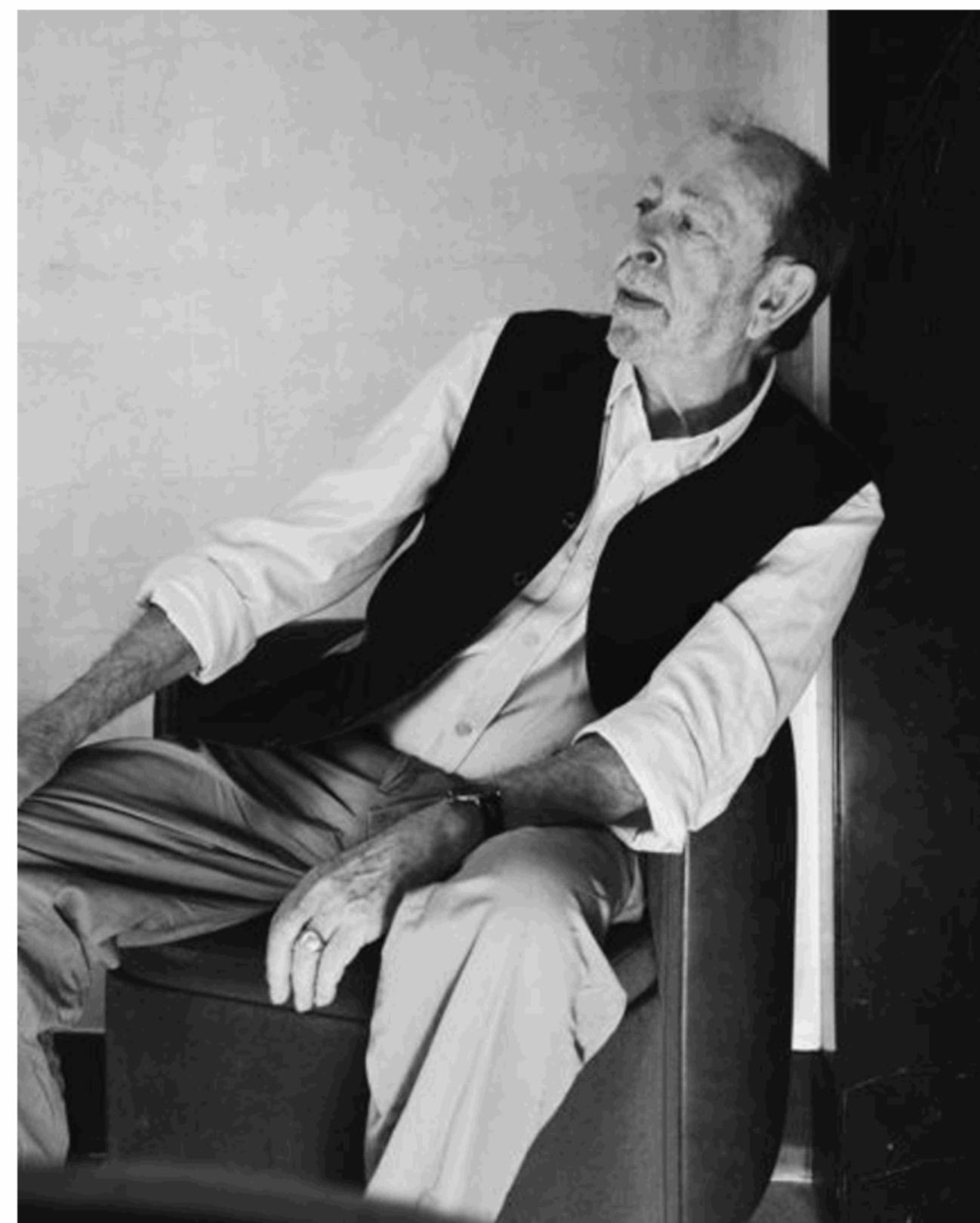
nom l'indique, sur le philosophe des Lumières. Le même jour, l'éditeur fera coup double en sortant simultanément un livre d'Eric Ciotti, ex-président de LR qui assume le rapprochement avec le RN. Titré *Je ne regrette rien* (comprendre : son ralliement au RN), celui-ci devrait être beaucoup moins philosophique.

Concepts. Si le récit d'Eric Ciotti trouvera logiquement sa place au côté de *Ce que je cherche* de Jordan Bardella, le nom d'Alain de Benoist, déjà publié par Robert Laffont, le Rocher ou encore par l'éditeur aux textes polémiques Pierre-Guillaume de Roux, est un peu plus surprenant. Le théoricien n'est pas une signature identitaire anodine : se définissant comme «socialiste conservateur», mixant une pensée de droite radicale à des idées de gauche, il a été une personnalité en vue dans la presse conservatrice des années 1980, à *Valeurs actuelles*, au *Figaro Magazine*, avant d'être ostracisé, puis de

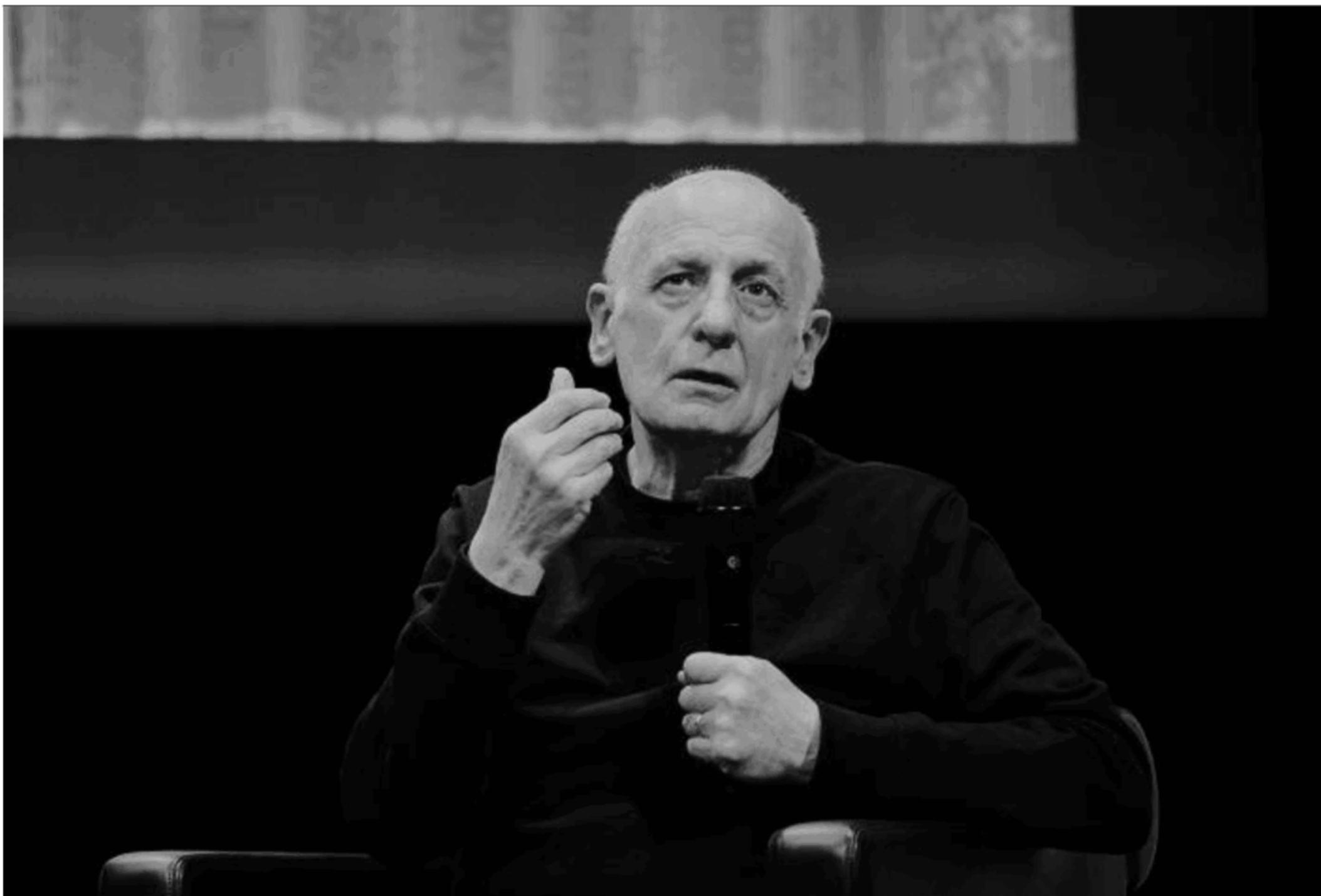
revenir sur le devant de la scène ces dernières années en attirant dans sa revue *Eléments*, place forte de la Nouvelle Droite, des écrivains et polémistes grand public comme Sylvain Tesson, Michel Onfray, Marcel Gauchet ou Natacha Polony.

A *Libération*, Alain de Benoist explique être allé frapper à la porte du 13, rue de Montparnasse, dans le VI^e arrondissement de Paris, pour proposer de publier son essai sur Rousseau, une figure sur laquelle il a déjà écrit auparavant. «C'est un philosophe que j'admire et que j'apprécie», souligne-t-il. *Je déplore que les droites françaises n'aient cessé de le calomnier sans prendre la peine de le lire, c'est la même chose pour Marx.* Selon la présentation de l'ouvrage faite par Fayard, *Un autre Rousseau* entendra démontrer que le philosophe genevois, «souvent classé parmi les Lumières, s'en éloigne en réalité profondément». Marx, Rousseau, l'intellectuel s'est toujours fait une spécialité du détournement d'auteurs et de concepts classés à gauche, qu'il retravaille et réhabilite dans une version droitière.

Star. Comme l'écrivait *Libération* lors d'une rencontre en 2019, il cultive sa différence en se présentant comme «antilibéral», «anticapitaliste», mais aussi «anti-chrétien». Ce qui ne semble pas défriser sa nouvelle maison mise au pas des obsessions de son milliardaire catholique. Avec Alain de Benoist, Fayard ne se lance pas dans la promotion d'un responsable lépéniste ni d'une star de la bollosphère apparaissant dans les médias du magnat breton (CNews, Europe 1, *le JDD*...), mais d'un idéologue qui aime brouiller les pistes sur la vraie nature de sa pensée. L'essayiste, qui se défend d'être encore attaché à l'extrême droite, a toujours cherché de nouvelles convergences entre la gauche critique et la droite non conventionnelle, avec la volonté de faire sauter les clivages classiques. Il n'en reste pas moins fasciné par la révolution conservatrice allemande et abhorre «la religion du progrès et des droits de l'homme». Alain de Benoist est également un adepte de l'«indo-européisme», une mythe très prisé par l'extrême droite européenne pour nourrir l'idée d'un Occident originel, mais dont les bases scientifiques sont contestées par les historiens et les archéologues. Il a enfin théorisé le concept de «gramscisme de droite» (ou métapolitique) du nom du penseur italien selon qui la conquête du pouvoir passe par des victoires culturelles. Son arrivée dans le giron Bolloré, qui orchestre ses journaux, télé et radio au service d'une croisade réactionnaire, peut donc se lire comme le passage éclatant de la théorie gramscienne à la pratique. ◀



Alain de Benoist, à Paris, en 2019. ROBERTO FRANKENBERG



Jean-Michel Aphatie, à Rennes, le 16 novembre.
PHOTO JEANNE MERCIER. HANS LUCAS

Algérie: «J'ai choqué, mais ce que la France a fait m'a profondément choqué»

Si l'ex-chroniqueur de RTL admet avoir pu choquer avec ses déclarations qui comparaient les massacres commis en Algérie pendant la période coloniale avec ceux des nazis à Oradour-sur-Glane, il s'en explique et condamne toujours cette France qui a commis nombre de meurtres.

Par
JEAN-MICHEL APHATIE
Journaliste

J'ai choqué, je le sais. Entendre un matin à la radio que l'on écoute que «les nazis, en 1944, ont fait à Oradour-sur-Glane ce que les Français avaient fait avant eux en Algérie», c'est-à-dire raser des villages, et par centaines, c'est évidemment trop lourd et finalement insupportable.

Injustice. Je vis depuis des années avec un sentiment d'injustice enfoui en moi. Passionné par l'aventure de Charles de Gaulle, admiratif du chef-d'œuvre de manigances qu'a constitué son retour au pouvoir en mai 1958, je suis tombé nez à nez avec l'Algérie française, puisque c'était la cause de ce retour. J'étais jeune. Je n'avais aucun lien avec cette histoire,

pas d'ascendants qui avaient fait la guerre là-bas, pas de descendants de pieds-noirs rencontrés ici. Je me suis approprié cette réalité lentement, au fil des lectures. Sans y croire d'abord: comment était-ce possible? Puis en hésitant à relier entre eux ces récits, ces témoignages, ces douleurs, ces horreurs qui ont fini par construire un système. J'ai mis longtemps à en parler, autour de moi d'abord, sur les plateaux de télévision ensuite. Beaucoup de gens m'ont dit: «Mais pourquoi tu t'intéresses à ces vieilleries?» Ali Baddou, journaliste, qui présentait sur France 5 une émission à laquelle je participais, m'a dit: «Vas-y!» J'ai eu longtemps le sentiment de ne pas être écouté, ni même entendu. J'ai continué. La France a conquis Alger le 5 juillet 1830, puis le reste du pays à partir de 1840. Elle a assassiné les femmes, les enfants et les hommes qui se trouvaient dans des villages ou au pourtour des vil-

les pour que des colons venus de France, d'Espagne et d'Italie puissent s'installer sur des terres cultivables ou agréables. Ceux qui se sont enfuis se sont trouvés plongés dans la malnutrition et l'extrême pauvreté. La colonisation n'a pas détruit que des vies, mais aussi des équilibres sociaux séculaires, des cultures locales, des échanges, des rires. Elle leur a substitué la douleur, la tristesse, la misère. Et un ressentiment profond contre les Français. Aujourd'hui encore, certains d'entre nous voient cela comme de l'ingratitude. Marine Le Pen, fin janvier: «Je pense que venir dire que la colonisation a été un drame pour l'Algérie, ça n'est pas vrai.»

Humiliés. Les musulmans étaient français, mais ils n'étaient pas citoyens. Ils n'avaient aucun droit. Ils avaient des servitudes. Un statut dit de l'«indigénat» les a confinés dans un quasi-esclavage. Je vous choque? Le mot est venu sous la plume d'Albert Camus, jeune reporter de 26 ans, envoyé en Kabylie par le quotidien *Alger républicain*, au printemps 1939. Quand des musulmans ont manifesté le souci d'une vie meilleure, la France les a frappés, humiliés et à nouveau assassinés. Je vous choque encore?

Philippeville, dans le Constantinois, fin août 1955. Deux ou trois mille hommes sont raflés par des militaires et des colons, en représailles d'assassinats commis par le FLN algérien (Front de libération nationale). Ils sont regroupés dans le stade municipal de la ville. Ils subissent un interrogatoire sommaire. Quelques-uns repartent. Il en reste 1 500 ou 2 000. On ne compte pas ces individus, parce qu'ils ne comptent pas. Sont-ils coupables ou innocents? Aucune importance, ils sont algériens. Ils sont regroupés sur un côté du stade. Maintenant, des soldats et des colons leur font face, mitraillettes et fusils la main. Les tirs durent dix minutes. Un engin de chantier entre dans le stade. Il met les corps dans les bennes des camions qui font des norias jusqu'à une fosse commune où tous sont déversés. Un bulldozer nivelle le terrain. Présente en Algérie durant cent trente-deux ans, la France a construit beaucoup de ponts, a bitumé beaucoup de routes, a édifié beaucoup d'hôpitaux. Elle a aussi tué, tué, tué. J'aime la France, mais pas celle-là, qui m'a profondément et durablement choqué. ◀

Libération
ABONNEZ-VOUS



Offre intégrale
34,90€
par mois

au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

Abonnez-vous ici

ou par téléphone
au 01 55 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H

Le journal papier livré chez vous
L'accès à tous les contenus du site et de l'application

IDÉES /



MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANN

Thomas Sotto, les massacres et le buzz

Le coup de gueule du journaliste Jean-Michel Aphatie sur les «centaines d'Oradour» provoque des réactions en chaîne, de celles de l'extrême droite qui crie au scandale à l'explication de Thomas Sotto, animateur de la matinale de RTL.

Jusqu'à présent, Thomas Sotto n'avait pas attiré spécialement l'attention sur sa personne. Présentateur du service public (France 2) et d'une station privée (RTL), intervieweur de politiques ni excessivement complaisant ni vraiment offensif, il passait entre les gouttes des attaques habituelles contre les icônes du journalisme audiovisuel. Pas de chance, c'est lui qui se trouve animer, le 5 mars, l'émission de RTL dans laquelle Jean-Michel Aphatie pousse son coup de gueule sur les «centaines d'Oradour» français en Algérie (*lire la tribune ci-contre et la chronique «Médiatiques» de la semaine dernière*). Du coup, quelques jours plus tard, le voici sommé de livrer son témoignage sur France 5, parmi ses pairs.

«J'aime beaucoup Jean-Michel, mais sur ce coup-là, je lui en veux un petit peu», commence Sotto, qui détaille. «Il fait deux choses. Une chose très utile, il met la lumière sur un sujet qu'on connaît mal...» Il insiste: «...et qu'on connaît trop mal, et qu'on n'apprend pas assez à l'école, au collège, au lycée, la colonisation». Voilà pour le bon point.

Mais aussitôt vient le mauvais point. «Mais il cède à une plaie du moment, le relativisme. Il blesse des gens, il froisse des gens, et c'est pas utile.» C'est vrai. Il doit être possible de ramener dans le débat les centaines de milliers de morts de la colonisation, avec tact et courtoisie. Patrick Cohen: «Il n'aurait pas dû comparer avec le nazisme?» Sotto: «Il dessert son propos. On n'est pas obligé de faire une comparaison des drames.»

«Suspendu» pour une semaine, Aphatie a finalement décidé de claquer la porte de la station, navrant Thomas Sotto. «J'aurais voulu qu'il revienne, et qu'il dise voilà, peut-être que je suis désolé si j'ai blessé des gens, ça c'est pas grave, on peut dire je m'excuse, on a le droit de se tromper et de dire

pardon pour ça. Et on en aurait profité pour dire on va parler de ce qui s'est passé pendant la guerre d'Algérie, et des massacres.»

Voilà. Avant de confirmer que l'on a raison, il est bienséant de s'excuser d'avoir raison. Car si Aphatie a déchaîné la fureur de l'extrême droite, pardon, a «blessé des gens», c'est parce qu'il a cherché «le buzz». Sotto: «Ce qui est dommage, c'est qu'il est rattrapé par le buzz, récupéré politiquement.» Et tu seras puni par où tu as péché, chacun sait ça.

Cohen, avocat d'Aphatie: «C'est davantage que le buzz, c'est une campagne de haine contre lui.» Sotto: «Pas que contre lui. Les messages qu'on reçoit sur ce qu'on a dit et qu'on n'a pas dit sont incroyables. Et les attaques sur la liberté d'expression! Elle existe dans ce pays, n'en déplaise à tous ceux qui veulent faire croire le contraire. Sur RTL, chacun peut dire ce qu'il veut, dans

le respect de la loi, et des opinions de tout le monde.» A condition de prendre le risque, limité, d'être «suspendu» une semaine, et de devoir livrer des excuses au retour. Bref, puisqu'il est l'heure pour Sotto de conclure la séquence: «Sur un sujet que moi je connais mal, car à l'école je n'ai pas appris le sujet, j'aurais préféré qu'on puisse en parler calmement sans cet excès, cette hysterie, sans courir après le buzz.»

Une occultation mémorielle majeure, comme celle des crimes coloniaux majeurs, en France, nécessite des agents actifs: les inspecteurs généraux qui ne l'inscrivent pas dans les programmes scolaires, les ministres qui ne leur demandent pas de l'inscrire, d'autres ministres qui bouclent les archives militaires sous tous les prétextes possibles, les parlementaires qui refusent de créer des commissions d'enquête sur les

exactions, les directeurs de journaux qui n'incitent pas à la curiosité leurs journalistes sur des sujets qui, il est vrai, ne font pas vendre, et peuvent être qualifiés de plombant. Et, comme on le voit ces jours-ci encore, les dirigeants de la télévision qui déprogramment, sous couvert d'actualité, un documentaire sur l'utilisation par la France d'armes chimiques lors de la guerre d'Algérie (encore elle). Une telle occultation a aussi des agents passifs: un Thomas Sotto par exemple, qui n'a «pas appris ces sujets à l'école» et qui, depuis qu'il a quitté l'école, un certain temps tout de même (Thomas Sotto est âgé de 52 ans) n'a simplement pas eu l'occasion de s'informer. Sur sa route de journaliste français de radio et de télévision, il n'a juste pas croisé les massacres de la colonisation française, ce sujet «qu'on connaît trop mal». Pas de chance. ▶

SIGNÉ COCO



Emanuel Ax

«Je déteste l'idée que tout doive être désormais parfait»

Le pianiste américain d'origine ukrainienne, à la musicalité chaleureuse, va interpréter le «Concerto n°4» de Beethoven avec l'Orchestre de Paris, à la Philharmonie. «Libération» l'avait retrouvé en décembre, au lendemain d'un concert à Varsovie, afin de retracer sa fabuleuse carrière.

Interview et photo par
ÉRIC DAHAN
Envoyé spécial à Varsovie

Il est 19h45 et les mélomanes se pressent en cette mi-décembre à l'intérieur du Palac Sobanskich, la Philharmonie nationale de Varsovie, dans l'arrondissement de Śródmieście. Au programme: Emanuel Ax, le pianiste américain né le 8 juin 1949 à Lviv, en Galicie. Son nom est écrit dix fois plus gros sur l'affiche que ceux de l'orchestre et du chef, et son concerto n'est pas programmé en première partie, comme de rigueur même pour les superstars, mais en seconde, afin de s'assurer que le public ne fuira pas après l'entracte. Et pour cause, qui pourrait écouter la *Symphonie n°2* de Szymborski, après avoir entendu le *Concerto n°5*, dit «l'Empereur», de Beethoven, inter-

prété par l'un des derniers magiciens du clavier? Emanuel Ax, qui en a gravé une magnifique version avec André Previn et le Royal Philharmonic Orchestra dans les années 80, semble nerveux quand le chef Lukasz Borowicz donne le départ. Avant même de songer à faire abstraction du monde et de son ego pour entrer en résonance avec ce monument de la musique classique, il y a un défi technique à relever, et Emanuel Ax n'a plus 20 ans. Le triomphe, quarante-cinq minutes plus tard, n'en sera que plus beau.

Après s'être frayé un chemin au milieu des fans venus réclamer autographes et selfies, on obtient un rendez-vous. Lorsque l'on pénètre, le lendemain matin, dans la salle dévolue aux récitals et à la musique de chambre, il travaille la *Fantaisie sur un ostinato* de John Corigliano,

au programme de sa tournée américaine, mais s'interrompt pour répondre à nos questions avec cette même simplicité chaleureuse qui caractérise son jeu. «Mes premiers souvenirs musicaux? Un concert du pianiste Iakov Zak, élève de Heinrich Neuhaus, quand j'avais 5 ans. Puis Vladimir Ashkenazy, un an plus tard, âge où mon père m'a donné mes premières leçons. Mes parents étant d'origine polonaise, on a déménagé à Varsovie quand j'avais 7 ans et j'ai étudié à l'école Miodowa, comme les musiciens de l'orchestre d'hier.»

Mieczyslaw Munz, votre professeur à la Juilliard School de New York, où vous avez atterri à 12 ans, était également polonais et avait étudié avec Busoni. Qu'est-ce qui caractérise l'école polonaise, la noblesse de cœur d'Arthur Rubinstein dans Chopin et

au programme de sa tournée américaine, mais s'interrompt pour répondre à nos questions avec cette même simplicité chaleureuse qui caractérise son jeu. «Mes premiers souvenirs musicaux? Un concert du pianiste Iakov Zak, élève de Heinrich Neuhaus, quand j'avais 5 ans. Puis Vladimir Ashkenazy, un an plus tard, âge où mon père m'a donné mes premières leçons. Mes parents étant d'origine polonaise, on a déménagé à Varsovie quand j'avais 7 ans et j'ai étudié à l'école Miodowa, comme les musiciens de l'orchestre d'hier.»

encore plus dans Brahms?

Autant que les vôtres avec James Levine et Bernard Haitink...

Haitink avait un sens inné de la pulsation que je n'ai pas trouvé chez d'autres chefs, on ne sentait jamais la pulsation flétrir ou s'affaiblir. Pour revenir à Rubinstein, je l'ai entendu jouer le *Concerto n°2* de Brahms, ici même, sous la baguette de Witold Rowicki, et il m'a aussi donné quelques leçons, après ma victoire à la première édition de son concours, en 1974, à

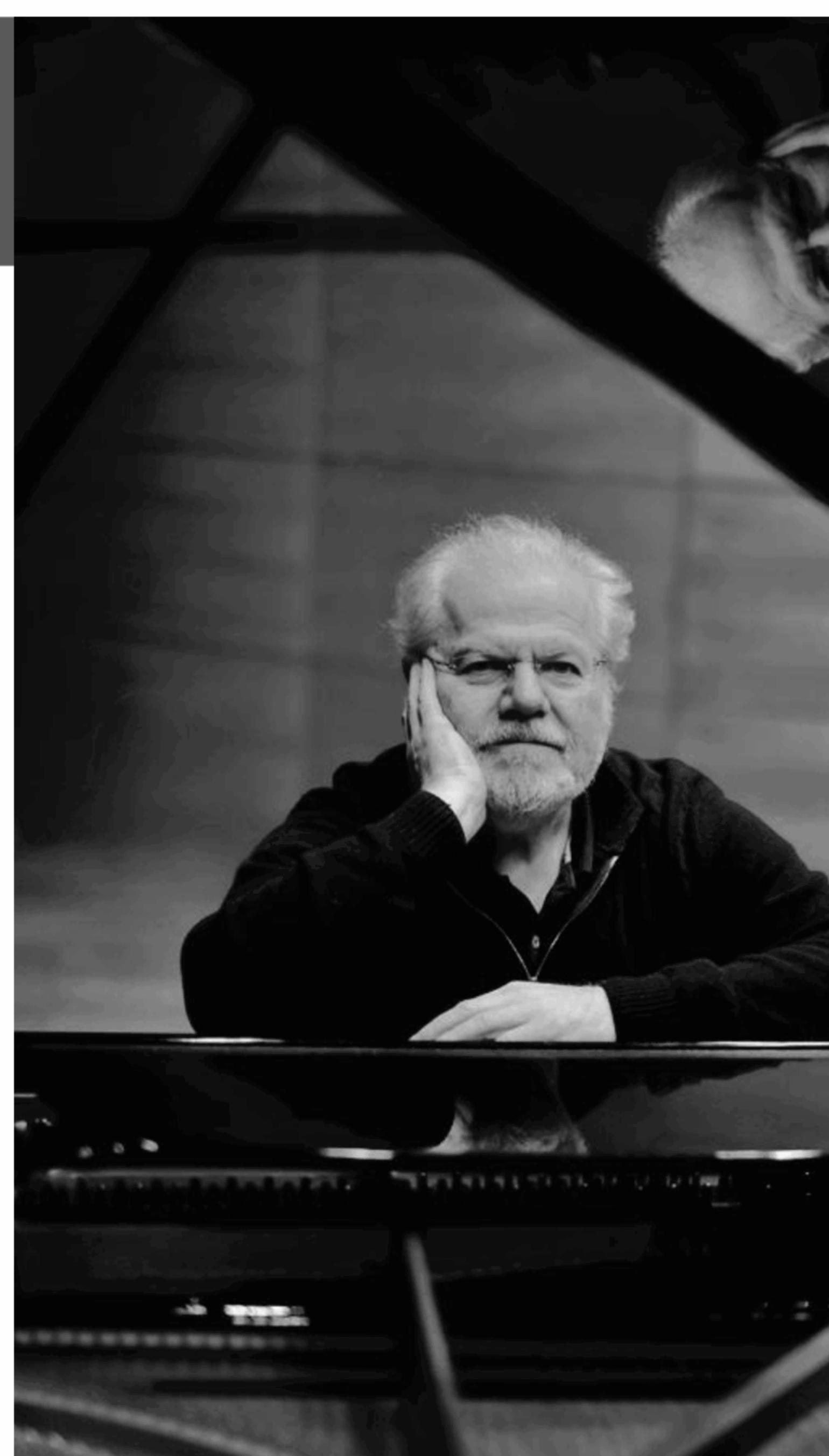
Tel-Aviv. Je devais le retrouver dans la suite de son hôtel à New York et jouer sur son piano. Quand je tentais de justifier certains choix de tempo ou d'articulation, il disait «oui, mais mon ami Joseph Joachim disait que...»

Le dédicataire du concerto pour violon de Brahms?

Oui, donc je ne pouvais qu'acquiescer (rires). Je suis d'accord avec le fait que le Brahms de Rubinstein est encore plus beau que son Chopin, mais son récital à Moscou en 1964 reste indépassable, au sens où l'on y entend, comme jamais, lâme de Chopin.

Plus que chez Ignaz Friedman ou Benno Moiseiwitsch?

L'imagination et la liberté d'Ignaz Friedman dans les Mazurkas de Chopin, c'est évidemment unique ou presque car Horowitz, quand il les jouait en concert, c'était au-delà des mots. J'adore les pianistes du passé, Moiseiwitsch, Rachmaninov, Josef Hoffman... Dommage qu'il n'y ait pas d'enregistrements de Busoni, il paraît que c'était le sommet de l'histoire du piano, même si son aîné, Anton Rubinstein, disait qu'à côté de Liszt, ils étaient tous des enfants!





Emanuel Ax à la Philharmonie nationale de Varsovie, le 15 décembre.

expérimenté Beethoven sur pianoforte lorsque j'ai joué ses sonates pour piano et violoncelle avec Yo-Yo Ma au festival de Tanglewood. Un excellent souvenir, même si je reste résolument attaché au piano moderne.

Vos sonates de Beethoven, gravées avec Yo-Yo Ma au début des années 80, restent empreintes d'une fraîcheur et d'une luminosité inégalées...

On était si jeunes! La première chance de ma vie fut de rencontrer ma femme, la pianiste Yoko Nozaki, et la seconde de rencontrer Yo-Yo Ma, musicien et homme à part, capable de trouver des points communs entre une pizza et l'astrophysique. Quand on jouait ces sonates il disait : «Ah cette phrase, c'est comme un coucher de soleil.» Moi je rétorquais : «Peut-être, mais ce serait plus utile de comprendre pourquoi ces croches sont pointées et pas les autres, non?» A part ça, on aimait tellement ces pièces révolutionnaires, si différentes l'une de l'autre, que notre interprétation coulait de source. On joue moins souvent ensemble aujourd'hui, mais on s'appelle toujours, pour parler de tout et de rien.

Vous avez gravé Mozart et Haydn avec un égal bonheur, quelles sont les qualités requises pour leur rendre justice ?

La musique de Mozart est d'essence théâtrale. Dans ses concertos, on doit être attentif à la façon dont le personnage principal entre en scène. Comme un héros? En douce? Vient-il confirmer ou infirmer une attente? Les phrases rapides de Mozart ne sont jamais de simples octaves, si vous les jouez lentement vous vous rendez compte que ce sont des mélodies bien construites. Essayez de faire la même chose avec celles de Haydn ou de Beethoven, ça ne marche pas. C'est pourquoi Mozart est si difficile: il n'y a pas de formules, rien n'y est attendu, il faut caractériser chaque mesure.

Si vous pouviez enregistrer une intégrale de ses concertos, avec un chef de rêve, vivant ou mort, et un orchestre sur instruments

modernes ou anciens, qui choisiriez-vous?

Murray Perahia, que j'adore comme pianiste et comme chef. Ou Carlos Kleiber, le plus naturel et excitant des chefs. Naturel au sens où il n'y a jamais rien de saugrenu dans ses interprétations. Dans les films qui nous restent de lui, on sent que les musiciens sont connectés à sa pensée, aiment jouer avec lui, et le son qu'ils produisent ensemble est fabuleux. Je choisirais un orchestre sur instruments modernes, car tout le monde a désormais intégré les acquis de la musicologie. Ces histoires d'instruments anciens et de tempo rapides, c'est une mode, comme les cravates: dans les années 70 elles étaient larges, puis elles sont devenues étroites, puis à nouveau larges, puis étroites... (rires)

Votre autre partenaire d'élection, à part Yo-Yo Ma, c'est le pianiste Yefim Bronfman, qui vit dans le même immeuble que vous à Manhattan, et avec qui vous avez livré des CD Brahms et Rachmaninov exceptionnels...

Il est merveilleux, tout ce qu'il joue est logique, puissant, et riche musicalement. C'est un magnifique représentant de l'école russe: il joue Rachmaninov, Tchaïkovski, Prokofiev, pour lesquels je n'ai ni les doigts ni la tête...

Vous avez pourtant joué le Concerto n°2 de Rachmaninov avec Eugene Ormandy...

C'est vrai, c'était génial, mais je n'ai jamais senti que je pouvais rendre justice à ses concertos. Quand j'écoute le CD du Concerto n°3 de Rachmaninov par Arcadi Volodos, avec James Levine, j'entends bien que c'est extraordinaire. Et puis je dois accepter que mes doigts et mes nerfs commencent à me trahir. Je pensais qu'en vieillissant je serais plus détendu, mais c'est le contraire qui se produit. J'aime jouer pour les gens, et que l'on apprécie ce que je fais, mais je ne sais pas combien de temps encore je parviendrai à conserver un jeu acceptable.

Vous songez à l'après ? J'aimerais coacher des trios et des quatuors... après tout

j'ai une certaine expérience dans le domaine. J'aimerais aussi faire des podcasts pour des radios, interviewer des chefs d'orchestre, regarder plus de films et de séries, je trouve que l'on écrit des choses excellentes pour la télévision aujourd'hui. J'adore notamment *Extraordinary Attorney Woo*, série coréenne sur une avocate autiste mais brillante car elle retient tout ce qu'elle lit. J'aimerais aller voir plus de théâtre et d'opéra, avoir une belle retraite... heureuse.

En attendant, on a hâte de vous réentendre dans le Concerto n°4 de Beethoven, à Paris, sous la baguette de Nathalie Stutzman. Vous jouez différemment avec une cheffe ?

Bien sûr que non. J'ai déjà joué avec elle. Encore une génération et on ne se posera plus ce genre de question.

Quand on ferme les yeux, impossible de dire si un pianiste est un homme, une femme, hétéro ou gay...

Varsovie a évolué en bien, depuis trente ans...

Notre génération a eu de la chance de pas connaître de guerre mondiale, de bénéficier des progrès fulgurants de la technologie. J'adore les smartphones, tous ces gadgets [rires]. Par contre, je déteste l'idée que tout doive être désormais parfait: on ne supporte plus les fausses notes, on ne peut plus stopper un concert avant la fin en pestant, comme Anton Rubinstein!

New York a aussi changé mais en pire. Vos deux parents ayant survécu aux camps d'extermination nazis, ça vous a fait quoi

de voir des étudiants de Columbia interdire l'accès du campus à des professeurs juifs au lendemain du 7 Octobre et hurler des slogans appelant à la répétition de ce pogrom ?

Ce retour de la haine est terrible...

Votre réponse, c'est la musique ?

La musique? C'est ma vie, ma religion. Je n'en ai pas vraiment d'autre, c'est ce pour quoi je vis. ▶

ORCHESTRE DE PARIS, DIR. NATHALIE STUTZMAN. EMANUEL AX, PIANO. BEETHOVEN (CONCERTO POUR PIANO N°4), WAGNER (LE RING «SANS PAROLES»).
Les 19 et 20 mars à 20 heures à la Philharmonie de Paris (75019).

Fragile Zingaro

13.03.25 → 23.05.25
Concerts

LÉONIE PERNET, MOLÉCULE
TIGRAN HAMASYAN
BACHAR MAR-KHALIFE
LES ÉGARÉS SISSOKO / SÉGAL / PEIRANI / PARISIEN
ROCÍO MÁRQUEZ, NIÑO DE ELCHE
NICK WATERHOUSE, SANSEVERINO

Découvrez
la programmation complète sur:
www.fragile-zingaro.fr

CULTURE/



BEN plg vient de sortir son nouvel album, *Paraît que les miracles n'existent pas*. PHOTO BRICE MESNARD

BEN plg: «J'essaie de remettre de l'espoir, de la fierté»

Le rappeur nordiste, qui oppose à une époque angoissante un optimisme têtu mais lucide, s'apprête à monter sur la scène de l'Olympia.

À près le premier tour des législatives, la place de la République, à Paris, voyait défilier artistes et personnalités culturelles, syndicales ou associatives unanimement alarmées par les résultats de l'extrême droite. Grand moment de frisson ce mercredi-là alors que le soleil déclinait : BEN plg, redescendu à la hâte de son Nord natal spécialement pour venir ajouter une chanson à l'effort collectif, entonnait *Réalité Rap Musique* avec une énergie à déplacer des montagnes avec ses dents. «J'continue d'brailler ma sale vie, ça m'donne l'impression que j'résiste/Ça m'donne l'impression que j'respire, encore un peu d'espoir dans nos rétines, encore un peu d'lumière dans nos récits.» Huit mois plus tard, tandis que la première puissance économique mondiale joue à un-deux-trois-soleil avec la guerre mondiale, on ne peut pas dire que le climat soit devenu plus serein, mais l'optimisme du rappeur trentenaire, qui vient tout juste de sortir son

nouvel album, semble inaltérable. Après nombre d'EP et de mixtapes produits à une cadence constante depuis ses premiers balbutiements sous un autre pseudo en 2013, un échec aussi incompréhensible que retentissant aux sélections de la première saison de *Nouvelle Ecole* et un premier album très réussi l'an dernier (*Dire je t'aime*), BEN plg provoque la fatalité en duel dans cette suite au titre programmatique : *Paraît que les miracles n'existent pas*.

Instrus riches en piano et cordes

«C'est une question. Le but, c'est de donner des éléments de réponse, d'en provoquer des petits.» Refaire le monde, changer les choses, des motifs récurrents depuis toujours pour ce gars solide à la voix grave : «Oui, ya une notion principale dans ma musique, c'est l'espoir. [...] J'ai grandi comme plein de gamins dans une adversité globale, à Tourcoing, famille un peu nombreuse, pépins classiques... Et c'est pas en te répétant que c'est compliqué que tu améliores ton quotidien. D'une certaine manière, mes parents ont un peu moins d'espoir que moi, je les ai vus se résigner, des amis se contenter de ce qu'ils ont, marcher avec le même caillou dans leur chaussure toute leur vie, et ça me fait mal au cœur, j'essaie de me battre contre ça. Ma maman me dit souvent "je pensais pas que

c'était possible de faire ça", mais pour des trucs vraiment bidon, genre partir en vacances un peu loin de chez soi. Alors j'essaie de remettre de l'espoir, de la fierté.»

Pour son dernier clip, tourné à Calais, il s'est rapproché de l'association humanitaire Utopia56. «On les a accompagnés pendant une maraude littorale, il y avait une fenêtre de traversé pour les personnes exilées et on est allés les rencontrer. Ça reste suggéré, on voulait respecter les gens, ne pas faire un truc trop obvious, mais il y a par exemple une scène dans le clip où je fais du son avec ces personnes exilées. Quand j'ouvre les réseaux sociaux, je ne vois que des dingueries [comprendre des horreurs, ndlr] alors que là il y a ces gens qu'on ne voit pas, comme cette meuf, Sarah, qui n'a pas de travail mais donne son temps au quotidien, qui passe ses nuits dans un camion... Il y a des gens qui consacrent leur vie à des causes humanistes, et ces gens ne sont pas seuls. Je me dis : favorisons ça.»

Traversé par le deuil de deux grands-parents morts coup sur coup, ce nouvel album confirme des affinités musicales plutôt du côté du pathos que de la légèreté – les instrus, composées par ses producteurs fétiches Murer, Lucci et le Caméléon, sont souvent riches en piano et en cordes dramatiques et n'invitent pas exactement à s'ambiancer un cocktail

à la main. Mais l'écriture, elle, est tout sauf lourde. «Ma musique, c'est les tripes et le cœur, mais dans la manière de dire les choses, j'aime que ce soit agréable à écouter, j'aime que ce soit très imaginé. La fontaine à pièces jaunes et le clochard qui se bat contre le vent, ça dépeint quelque chose de morose mais quand tu l'écoutes, ça voyage dans ta tête, c'est une forme de légèreté.» La mixture en tout cas électrise les foules : «Dans mes concerts c'est la grosse fête, alors que je chante des trucs pas faciles. Mais tu sais quand tu es avec un ami, qu'il y a un non-dit et que tu te dis enfin les choses, tu vois cette euphorie que tu ressens ? C'est ça. On va pas très bien, des fois on est traumatisés par des trucs, ben venez, on le braille ensemble.»

Tournée de soutien

Aîné d'une fratrie de quatre, il raconte avoir «beaucoup joué tout seul» quand il était petit : «J'ai toujours eu beaucoup d'imagination, je suis le genre de mec, je parlais à mes peluches et tout.» On abonde : qui ne l'a pas fait ? «Ouais mais en tout cas on n'est pas beaucoup à le dire !» Dans le milieu du rap, c'est sûr que c'est rare – on frôle le fou rire à l'idée d'un Gazo ou d'un Booba en grande conversation avec un doudou pelé. Aujourd'hui, BEN plg parle plutôt à ses chats et met toute son imagination dans ses textes. Son cercle d'amis a peu changé : «Je vis toujours dans le Nord, parce que si je déménage à Paris, je pense que mes amis seront surtout en rapport avec la musique et je ne veux pas ça. En tant qu'artiste, ta normalité change immuablement ; je veux rester ancré dans la réalité. [...] Quand j'étais étudiant, les étés, je partais en séjour adapté avec des adultes handicapés mentaux, qui avaient des problèmes hyperfondamentaux, genre : je me sens mal dans cette pièce parce qu'il y a trop de bruit, du coup ça m'angoisse – et toi, tu dois gérer ça. Il y a des problèmes dont on ne se rend compte qu'en variant les environnements.»

Dans Béni, il rappe : «J'mets pas ma musique dans les mains d'un vieux blanc qui fait des avances à se secrétaire.» Son éthique «pour la gloire» (plg), il la définit ainsi : «Honnêteté, amour, sincérité, faire des choses qui ont du sens. Je suis fier de moi, de nous, et j'ai pas envie que ça change. La quête finale, c'est pas l'argent et les streams.» Le jour où on se parle, il s'affaire avec le média rap Grüt, très excité par un projet concrétisé dès le lendemain : monter une tournée de quatre dates en soutien à des assos culturelles qui subissent des coupes de subventions, parce que «l'abandon de la culture annonce toujours des périodes sombres». «J'ai des personnes qui me suivent et me kiffent, quand je poste un truc, ils sont vifs, ils sont chauds, investis, ils viennent. Faire des choses concrètes, c'est une manière de leur montrer qu'ils ont un impact aussi, de dire : venez, regardez, on sert à quelque chose.» A Paris, la moitié des recettes a été reversée au CSE de la Gaîté Lyrique, l'autre moitié au collectif des Jeunes du parc de Belleville qui occupe le bâtiment.

MARIE KLOCK

PARAÎT QUE LES MIRACLES N'EXISTENT PAS de BEN PLG (POUR LA GLOIRE).
En concert à l'Olympia le 22 mars.



Blanket la Goulue, certains l'aiment «Chauv·e»

A Bruxelles, l'artiste drag offre un stand-up musical engagé, riche en résistance contre le patriarcat mais aussi en autodérision tendre.

La mission de Blanket la Goulue, créature non-binaire issue de la prolifique scène drag bruxelloise, est précise et écrite sur son profil Instagram : «Déconstruire ce que Sardou a mis une carrière à bâtir.» Très beau programme que celui-ci et qui nous a par ailleurs poussé à aller voir le 27 février sa nouvelle création soutenue par la Fédération Wallonie Bruxelles, l'incroyable stand-up *Chauv·e* donné au restaurant-cabaret Chez Olympe à Pantin. Sur un

peu plus d'une heure, Blanket la Goulue (effectivement chauve et ce depuis l'adolescence «avant même de savoir que j'étais gay»,) scrute, armé-e de ses piqûres humoristiques et ses reprises trafiquées de chansons françaises, les normes dominantes de notre société contemporaine mais aussi ses marges et ses espaces de résistance. Que ce soit en évoquant l'irruption progressive de l'écriture inclusive dans nos habitudes sociales et ses détracteurs chambou-

lés pour un rien, ou en parlant avec une crainte mêlée d'empathie des débordements causés par les meufs hétéros bourrées en soirées drag, «coincées entre un mari raté qui a la maison frappe du poing pour exister et leurs désirs à elles de s'émanciper avec des communautés où on leur claque la porte au nez», Blanket la Goulue, aussi discriminé-e à l'adolescence «que les dyslexiques, les filles moches et les enfants qui puent», évoque les difficultés qui ont entravé son chemin, son parcours intime et artistique, brille à distiller le tragique de la vie, à en forcer le trait pour en extraire tout le ridicule. Y compris dans sa propre communauté que l'artiste observe, décorti-

Blanket la Goulue. PHOTO LAETITIA BICA

que, piquant-e et tendre, capable d'autodérision comme de finesse. C'est là sa grande force, de ne jamais gifler gratos sans l'accompagnement d'une caresse, de savoir dire «je suis un peu cette personne-là» après s'être moqué-e des mauvaises habitudes de quelqu'un ou d'une communauté. Blanket la Goulue aime quelque part ces

tristes hétéros curieux croisés, nombreux, sur son chemin, aime ces vieux sur qui iel fait des blagues consensuelles parce que c'est facile, aime enfin et surtout ne pas s'adresser seulement à un public acquis en venant créer du lien à des endroits où l'on ne s'y attend plus. Et qui sait, pourquoi pas (et même si l'on en rigole d'avance) pousser

Sardou à se remettre en question, voire à se déconstruire.

JÉRÉMY PIETTE

CHAUV·E de BLANKET LA GOULUE, à l'Os à moelle (Bruxelles) les 28 et 29 mars et du 3 au 7 avril 2026 au Théâtre Varia (Ixelles, Belgique), en collaboration avec le Théâtre de la Balsamine.

«Bien sûr, oui, ok»: il faut goûter, d'abord

Dans un spectacle jeune public (a priori), Nicole Genovese persiste à tout faire pour se déprécier. En vain.

Soyons cash et admettons, à la base, priser une Nicole Genovese dont, à ce stade de sa carrière, la reconnaissance nous paraîtra encore insuffisante. Il faut dire aussi que l'autrice (également metteuse en scène, actrice, costumière) franco-finlandaise grandie dans l'arrière-pays niçois n'y met pas toujours du sien. Ou, du moins, ne se facilite pas la tâche en affublant ses pièces de noms bancals, ouvrant sur un propos qui, lui-même, comporte son lot de chausse-trapes, faux-semblants et autres embardées stylistiques visant à mystifier l'auditoire par le truchement d'un humour souvent plus absurde que de déraison.

Ainsi en allait-il de *Ciel! mon placard*, qui (é)grugeait les archétypes du théâtre de boulevard, puis du poilant *le Rêve et la Plainte*, ré-

flexion en costume, anachronique et déjantée, sur l'exercice du pouvoir (de retour à Paris, en mai, au Théâtre de la Tempête). En attendant «une comédie musicale disco avec quinze interprètes», dont la perspective nous donne déjà des palpitations – mise à feu annoncée en février 2026 à Strasbourg – place donc, à l'initiative du CDN de Sartrouville, au spectacle jeune public... version Genovese, avec, à la mise en scène, son désormais fidèle comparse, l'ex-moniteur d'autocollage (gloups) Claude Vanessa.

Biscuit. Un peu perdu devant une longue table sur laquelle une nappe et une toile cirée peinent à s'arrimer, un type est là, déguisé. Festif autant que miteux, le cadre suggère un goûter d'anniversaire que le bougre, avec son profil d'intermittent ramant pour joindre les deux bouts, est censé animer, boudiné dans un costume de caribou qui finit de dilapider le crédit que nul ne songeait vraiment lui accorder. Mais peut-être à tort, car chemin faisant, fort sinuieux naturellement,



Flavien Bellec dans *Bien sûr, oui, ok*. PHOTO CALYPSO BAQUEY

il va confectionner un biscuit – pas mauvais au demeurant, comme le révélera la dégustation finale, juste un peu plus de sucre la prochaine fois – tout en, sur un ton limite ro-

gue, digressant jusqu'à... la *Part maudite* de Georges Bataille, la dynastie capétienne ou, tant qu'à faire vaciller le cul-de-poule, l'économie capitaliste.

Ce seul numéro d'équilibriste – qui générera trois avatars, pas moins piqués des hennetons – suffisant à notre plaisir du jour, tel que porté par Flavien Bellec dont, en 2023 et 2024, le *Poil de carotte* avait fait jubiler le off d'Avignon.

Moche. Dopée par cet «amour pour le troisième degré, le nul, le raté, l'arythmie, le moche», Nicole Genovese dresse ainsi un «modeste réquisitoire contre l'efficacité, la performance et l'admirable», fondé sur la conviction partagée que ça n'est pas le rôle de l'art de «rassurer». Largement de quoi suggérer aux adultes qui n'ont pas d'enfant sous le coude d'infiltrer néanmoins *Bien sûr, oui, ok* (quel titre naze, une fois de plus, ça doit faire partie de la stratégie dépréciative). Quitte à se faire passer pour des profs, ou des éduc. Le jeu en vaut la chandelle.

GILLES RENAULT

BIEN SÛR, OUI, OK
de NICOLE GENOVESE
À la Maison des métallos, 75011, jusqu'au 22 mars.

Glamour et dans le pré

Maiwène Barthélémy Rencontre chez elle, en Haute-Saône, avec l'apprentie agricultrice, récompensée d'un césar pour son premier rôle dans «Vingt Dieux».



Il suffit de tendre l'oreille pour mesurer sa notoriété dans sa région. Sur les lèvres des serveurs de la brasserie où elle nous a donné rendez-vous, agglutinés autour de leurs portables pour vérification de son identité, on décèle les mots «césars», «actrice» et «Mallory Wanecque», celle que Maiwène Barthélémy a supplantée aux césars, et dont la déception filmée, juron à l'appui, a fait le tour des réseaux sociaux. Si elle a choisi ce bistrot, c'est parce qu'il est accolé au cinéma de Vesoul, où a eu lieu l'avant-première de *Vingt Dieux* qui a le plus compté à ses yeux, parce qu'en présence de ses proches. Pendant la séance photo, le patron du multiplex passe une tête et lance : «Bravo ! On est fier de vous.» Huit jours que Maiwène Barthélémy a été sacrée «révélation féminine de l'année», et la ferveur comtoise n'est pas redescendue. Elle égrène la «file longue comme le bras de propositions d'interviews», les selfies («l'autrefois, en allant passer une radio pour les dents»). Mi-amusée, mi-incrédule, elle joue le jeu de bon cœur, mais s'attache à ce que «ça n'empiète pas trop sur le travail. C'est gênant de demander l'autorisation à [s]es patrons de faire venir des gens sur leur ferme».

LE PORTRAIT

L'image que tout le monde veut ? L'alliance jusqu'alors inédite de la cotte de travail en salle de traite et du trophée doré, raflé par une apprentie agricultrice d'à peine 22 ans, après un seul rôle, dans un premier long métrage salué par la critique et vu par plus de 900 000 spectateurs. L'histoire a des allures de conte de fées à faire pâlir n'importe quelle actrice. Maiwène Barthélémy, elle, l'accueille avec simplicité et recul, en accord avec ce conseil de sa mère : «N'oublie jamais d'où tu viens.» En parle avec une sincérité et une transparence rares, évoquant son cachet journalier sans ciller : «A ce moment-là, je gagnais 500 euros par mois. C'est con, mais je me suis dit : "Putain, 400 balles... T'es apprentie, t'as moyen de remplir un peu ton compte en banque !"» Le cinéma, elle n'y avait jamais songé jusqu'à ce casting, passé «pour rigoler» avec une copine dans le lycée agricole de la préfecture de la Haute-Saône, où elle suivait un BTS production animale, en alternance dans une exploitation de vaches laitières. Les récompenses, les tapis rouges, elle ne s'y était jamais intéressée. Ces «trucs grandioses», elle n'en «mesurait pas l'impact». Y allait «un peu en touriste». Pas par excès de confiance (loin de là), ni

par désinvolture, mais comme si sa vraie vie était ailleurs. «Ici, je suis juste Maiwène. Normale. Quand je suis à Paris, je suis la petite star de Vingt Dieux. Pourtant, je ne change pas de personnalité», dit-elle en riant, soulignant le sentiment d'irréalité de ce qui lui arrive. Celui qui lui a fait lâcher un très spontané «oh la vache !» au micro en recevant son césar. Et avec l'accent.

Cannes. Elle était au lycée quand elle a appris que le film de Louise Courvoisier allait être présenté à Cannes. Une «première grosse surprise» qui a engendré aussitôt des questions en rafale : «Qu'est-ce qu'on va aller faire là-bas ? Qui on est pour aller à Cannes ?» Puis celle des tenues à glisser dans son bagage, payées de sa poche et source d'un «grand moment de panique» pour cette adepte du jean-Converse. Elle se revoit embringuée dans un safari shopping dans une zone industrielle avec sa mère, à songer que non, décidément, «tout ça n'a aucun sens.» *Vingt Dieux*, estime-t-elle, l'a aidée à «oser plus au quotidien, prendre un peu confiance».

«J'ai découvert des choses sur moi. Ça m'a libérée». Elle en veut pour preuve sa tenue du jour, pantalon fluide noir et veste assortie, audace maîtrisée qui fait songer à celle qui n'a jamais porté ni robe ni tailleur qu'un jour, peut-être, elle se risquera au grand saut. Ou encore cette scène finale où elle montre ses seins, la première qu'elle a tournée, la mettant «tout de suite dans le bain». Si elle a appris à se distancer de son personnage, elle s'en est inspirée pour se détacher du regard des autres : «Marie-Lise, elle n'en a rien à faire de rien. Oui, peut-être que c'est un peu féministe.» «Elle est bienveillante, déterminée, mais elle a du caractère, elle ne se laisse pas faire», loue sa mère, Sabine Boisson, soulignant qu'elle a su «faire sa place dans le milieu agricole, très masculin».

Raincourt. Née dans le Doubs, d'un père électricien et d'une mère éducatrice dans la protection de l'enfance, Maiwène Barthélémy a grandi à Raincourt, village de 110 âmes aux confins de la Haute-Marne, au côté d'un frère de huit ans son cadet. Un endroit «tout petit, très calme, vraiment discret», qu'elle chérit : «J'ai tout là-bas. Mes chevaux, mon petit train de vie.» «Je ne saurais pas vous dire le nombre de cochons d'Inde, de lapins nains, de coqs, de poules ou d'ânes qu'on a eus à la maison», rembobine son père, Sylvain Barthélémy. Féru d'équitation, qu'elle pratique depuis l'âge de 6 ans, la jeune fille évolue au contact des animaux, notamment chez un voisin éleveur de chevaux et de moutons : «J'étais toujours fourrée là-bas. C'était un peu ma deuxième maison. J'y allais pour les agnelages, pour donner à boire aux petits.»

L'agriculture. A la séparation de ses parents, quand elle avait 14 ans, elle décroche à l'école et se trouve «complètement perdue» quant à son orientation. Elle envisage un temps d'être palefrenière ou d'intégrer la Garde républicaine, avant de choisir l'agriculture, marchant dans les pas de ses grands-parents paternels. «Ils ont été usés et ont vendu la ferme dix ans avant la retraite. Malheureusement, je ne l'ai pas connue.» Si difficile soit-il, ce métier, elle l'évoque avec une passion palpable. Qu'importe les réveils à 5h30, les journées à «charger les bestioles dans la bétailière», à traire, vider des bennes de fumier ou charger des bottes de paille. A côtoyer la mort, aussi. Elle, qui n'est pas du genre à détourner le regard, est allée visiter un abattoir dans le cadre de sa formation. Elle peut dérouler les réalités les plus crues. «Le pire, c'étaient les veaux. Mais c'était important de voir pour savoir où tes animaux partent.» Elle ne se trouve pas «légitime» pour manifester pour sa future profession. Vote blanc : «J'y connais rien, mais je sais ce que je pense. Je n'aime pas les extrêmes.»

L'avenir. En juin, elle passera un certificat de spécialisation en bovins-lait. Et après ? Elle sourit, et soupire : «C'est la grande question.» Pour l'heure, c'est «un peu le bordel» dans sa tête. Le cinéma ? Elle ne voudrait pas «faire que ça», même si le milieu la courtise. «Je me vois bien rester dans l'agricole, et aussi pourquoi pas faire des films.» Ce qui n'est pas sans inclure «un peu de pression». Elle peut compter sur le soutien de son copain, comtois rencontré «pendant l'aventure *Vingt Dieux*». Dans l'immédiat, Maiwène Barthélémy a une préoccupation des plus terre à terre : la folie des derniers mois lui laisse trop peu de temps pour s'occuper d'Elliott, son cochon de compagnie âgé de 3 ans, reçu à son anniversaire. Deux cents kilos de bonhomie qu'elle cherche à donner, «contre bons soins». ▶

Par **VIRGINIE BALLET**
Photo **CLAIRE JACHYMIAK. HANS LUCAS.**

ÉDITION EXCLUSIVE
JOURNÉES MONDIALES
DE LA SCHIZOPHRÉNIE
DU 15 AU 22 MARS 2025

Les Faits Ordinaires

UN NOUVEAU REGARD SUR LA SCHIZOPHRÉNIE

INÉDIT
Première Edition
N.01

Des collégiens se retrouvent coincés avec une schizophrène de 26 ans pendant 2h...

Page 3



TÉMOIGNAGE

Jean-Philippe, maçon vivant avec une schizophrénie.

Page 3

Un sexagénaire se fait offrir de la cervelle par un schizophrène.

Page 4

AFFAIRE EN COURS

DES MORCEAUX D'UN COMPOSITEUR DISPARU RETROUVÉS AU DOMICILE D'UN SCHIZOPHRENÉ...

Musicien passionné, il les interprète régulièrement sur scène.

Page 2



TÉMOIGNAGE CHOC

David M., jardinier vivant avec une schizophrénie, à retrouver sur

lesfaitsordinaires.com



LIÈGE :

Un schizophrène s'introduit dans l'appartement d'une femme avec une scie... et lui fabrique un placard sur-mesure en moins de deux heures. Page 3



La rédaction de Libération n'a pas participé à la rédaction de ces pages. Cette opération est issue d'une collaboration entre l'association PositiveMinders et le média satirique Le Gorafi.



Reconstitution de la scène par la haute autorité vraisemblable du conseil sensationnel des affaires ordinaires.

Des morceaux d'un compositeur disparu retrouvés au domicile d'un schizophrène...

Musicien passionné, il les interprète régulièrement sur scène.



Lors d'une soirée tout à fait banale, Sofia M. a soulevé une affaire qui a secoué plus d'un habitant de Lausanne, en Suisse, et a mis la ville en émoi.

Ce soir-là, n'ayant rien de prévu, Sofia est envahie par la crainte de devoir répondre "Rien" à la question : "T'as fait quoi samedi soir ?" Une honte inavouable s'empare d'elle, à tel point que, le cœur battant, elle décide de suivre son ami à l'apéro auquel il se rend. Sur place, malgré l'ambiance fort sympathique, Sofia a très vite le pressentiment que quelque chose se trame chez cet hôte inconnu, un certain Jules B. Elle ne sait pas que Jules vit avec une schizophrénie. Soudain, pendant la soirée, en plein milieu d'un inévitable "Jirai où tu iras" entonné par les convives, Jules s'éclipse. De longues minutes passent. Des bruits sourds se font entendre auxquels personne ne prête attention. In-

triguée et "pas fan fan de Céline Dion", Sofia se lance discrètement à sa poursuite. "Dans le couloir, je vois une porte entrouverte. Je me rapproche, je glisse un œil et, là, je vois sur le sol plein de morceaux d'un compositeur connu. Je sursaute." Sans le vouloir, Sofia se fait remarquer à cause d'un très discret raclement de gorge. Jules s'approche de la porte et l'ouvre subitement, un instrument à la main. Sofia découvre alors le reste de la chambre et aperçoit d'autres morceaux du même compositeur, épars dans la pièce. "Il y en avait partout. Par terre, sous le lit et empilés sur des étagères. Je n'aurais jamais pensé tomber sur cette scène", témoigne-t-elle courageusement. "Je ne savais pas que Jules aimait les morceaux de Jimi Hendrix ! Ni qu'il jouait avec mon pote ! Ni que des gens pouvaient fuir Céline Dion comme moi à ce moment-là." Face à elle, Jules lui aurait confirmé les faits en la regardant droit dans les yeux. Le trentenaire, originaire du canton du Jura, s'est installé à Lausanne il y a quelques années. Lui et son groupe de musique ont fait danser les foules. Sa fascination pour Jimi

Hendrix, disparu en 1970, ne l'a jamais quitté. Sa femme témoigne : "Ça fait longtemps qu'il cultive un goût pour cet artiste." Un voisin – qui préfère rester anonyme – affirme entendre très souvent des sons entraînants provenant de chez Jules, ce qui n'a jamais semé la zizanie dans l'immeuble. Il faut dire que Jules répète la plupart du



Retrouvez l'intégralité du témoignage vidéo de Jules sur lesfaitsordinaires.com

temps en studio avec son groupe. Des agissements ordinaires pour un musicien.

Ce qu'on ne vous montre pas dans les faits divers, c'est la vie ordinaire des personnes vivant avec une schizophrénie. Car, oui, on peut se rétablir grâce à un diagnostic et des soins adaptés. C'est le cas de Jules B., musicien et diagnostiqué à l'âge de 18 ans :

TÉMOIGNAGE

"Quand j'ai reçu le diagnostic de ma schizophrénie, j'avais tellement de symptômes que je m'en rendais juste pas compte. C'est une maladie, un tsunami, c'est ravageur faut pas se mentir, c'est foulard mais vraiment, c'est pour le meilleur. C'est un vrai parcours de connaissance de soi qui est salvateur. Aujourd'hui j'ai une vie de papa avec une femme fantastique, dans un endroit où je vis bien, j'ai des hobbies, je fais de la musique. J'aime bien ma vie, j'aurais jamais imaginé d'autres happy end que ça. La schizophrénie, j'en parle positivement parce que j'ai eu un

bon parcours de rétablissement. J'encourage les jeunes et les gens à essayer de prendre le meilleur et de se laisser guider, de sentir leur instinct. La santé d'une personne ne doit pas dépendre de l'image que les médias en donnent."

Les clichés sont la principale barrière pour accéder tôt à un diagnostic et aux soins, et ainsi avoir la possibilité de vivre une vie ordinaire.

RENDEZ-VOUS SUR lesfaitsordinaires.com pour mieux vous informer.

C'est en pleine journée qu'un homme identifié schizophrène s'est introduit par non-effraction dans l'appartement d'une femme à Liège, en Belgique.

La victime, qui se trouvait dans son salon au moment des faits, n'a pas été surprise par la présence de l'individu chez elle. "J'étais en train de manger des frites en bonne Belge quand l'interphone a sonné. C'était lui." Le gardien de l'immeuble affirme en effet avoir vu passer vers 15 h 30 "un homme costaud, bonnet sur la tête, avec une scie sous le bras". Il rapporte que l'homme lui aurait lancé un intrigant "Bien le bonjour". D'autres témoignages concordants ont permis de déterminer le profil de cet homme apparemment poli, à la voix rauque et à la silhouette imposante. Une fois dans l'appartement, il s'est vraisemblablement identifié. "Il m'a dit s'appeler Jean-Philippe. Je lui ai répondu : 'Ah c'est dommage, à un mot près, vous seriez roi des Belges. Philippe. Le roi des Belges.' Mais je crois que j'ai un humour qui ne casse pas de briques", témoigne la femme encore confuse. Alors qu'elle tentait d'expliquer toute l'importance de son futur rangement qui servira de placard à gaufres liégeoises, Jean-Philippe s'empare de sa scie et, de manière prémeditée, commence à découper du placo. Près de deux heures plus tard, il l'avait achevé. "C'est génial, maintenant j'ai de la place



D'après les dernières informations, une enquête n'est pas en cours.

Liège : un schizophrène s'introduit dans l'appartement d'une femme avec une scie...

et lui fabrique un placard sur-mesure en moins de deux heures.

pour ranger mon stock de... nante gaufres", déclare-t-elle, finissant par avouer qu'elle n'est pas Belge, mais Toulousaine. Soudain, le téléphone de Jean-Philippe sonne. Ce dernier s'empresse alors de ramasser ses affaires et de saluer poliment la femme. Un voisin confirme avoir entendu

l'homme prononcer "Bonne fin de journée" vers 17 h 30. Des marques de satisfaction sont encore visibles sur le visage de la femme souriante. Une enquête n'est pas en cours, puisque Jean-Philippe, qui opère normalement sur d'autres chantiers de maçonnerie, a revendiqué les faits : face à sa cliente

désémergée, il a fabriqué un placard d'angle sur mesure, avant de rentrer chez lui. Des agissements ordinaires pour un maçon.

Ce qu'on ne vous montre pas dans les faits divers, c'est la vie ordinaire des personnes vivant avec une schizophrénie. Car, oui, on peut se rétablir grâce à un

diagnostic et des soins adaptés. C'est le cas de Jean-Philippe G., maçon et diagnostiquée en 2010 :

TÉMOIGNAGE

"C'est pas aux personnes qui vivent avec une schizophrénie de s'excuser. On les stigmatise beaucoup dans les médias. Les gens se disent qu'ils sont dangereux, ils se font du cinéma. On est très loin d'être des assassins. Ceux qui vont bien, ils vivent une vie tranquille. La schizophrénie, ce n'est pas une maladie rare, elle est même assez courante. Dans le diagnostic, il y a un côté rassurant, car on vous dit comment vous battre et on vous donne enfin les outils pour. Sans ça, c'est comme si vous tapiez dans le vide. J'aimerais dire aux personnes concernées : n'ayez pas honte de ce qui vous arrive, ce n'est pas votre faute. N'empêche, il faut se battre, essayer de parler positivement de la maladie qui n'est pas pire qu'une autre, mais elle a une mauvaise image."

Les clichés sont la principale barrière pour accéder tôt à un diagnostic et aux soins, et ainsi avoir la possibilité de vivre une vie ordinaire.

RENDEZ-VOUS SUR lesfaitsordinaires.com pour mieux vous informer.

Des collégiens se retrouvent coincés avec une schizophrène de 26 ans pendant 2h...

la durée moyenne d'un cours de physique chimie.

Ce mardi vers 8 h 30, 24 enfants du collège Jean-Pierre Jean-Jean à Annecy ont vécu deux heures éprouvantes, retenus dans une salle de classe dès le début de la matinée par Madame B., une femme vivant avec une schizophrénie.

Ce mardi vers 8 h 30, 24 enfants du collège Jean-Pierre Jean-Jean à Annecy ont vécu deux heures éprouvantes, retenus dans une salle de classe dès le début de la matinée par Madame B., une femme vivant avec une schizophrénie. Sous son regard les élèves ont été contraints de se diriger dans "le labo", une pièce qui sent le renfermé, équipée de vieilles paillasses, de tabourets hauts et d'ustensiles scientifiques datant de 1996. L'angoisse est palpable. Madame B. décide immédiatement de désigner un cobaye parmi les élèves. Une vague de panique parcourt alors les rangs. L'une des élèves témoigne : "Quand c'est

tombé sur moi, je voulais pas, j'étais super stressée." Les jeunes ont tous leur regard tourné vers leur camarade, quand, soudain, la femme saisit de l'hydroxyde de sodium

chimique d'un prout ?" La classe se retient. Sans qu'il en ait le choix, il est envoyé illico au tableau. Un élève décrit la scène : "Elle a dit que, puisque Théo s'intéressait à



Une cellule psychologique a été ouverte à destination du seul journaliste dépêché sur place n'ayant rien trouvé de choquant à dire.

devant la collégienne, puis lui tend un erlenmeyer rempli de bleu de méthylène. "Maintenant tu vas mélanger ça et on parle de la formule chimique après", lui aurait-elle dit. C'est à cet instant qu'un des garçons commet l'impensable en interpellant subitement la femme : "Madame, c'est quoi la formule

à s'en souvenir. Il hésite, efface, recommence. Montrant de l'indulgence et de la bienveillance à son égard, la femme finit par l'aider. Ce n'est qu'au bout de deux heures que les collégiens ont pu être délivrés sains et saufs grâce à la sonnerie signalant l'heure de la récréation. Madame B. est appréciée de ses élèves et sait les surprendre. D'après les résultats d'analyse ADN, il s'agirait bien d'Anastasia B., professeure de physique-chimie. "Anastasia, c'est vraiment une prof que les élèves aiment, elle essaie de rendre ses cours le plus ludique possible", affirme la CPE du collège. Un témoignage qui coïncide fortuitement avec de nombreux autres provenant de parents d'élèves. Cela ferait même deux ans que Anastasia pratique dans l'établissement scolaire. Des agissements ordinaires pour une enseignante.

Ce qu'on ne vous montre pas dans les faits divers, c'est la vie ordinaire des personnes vivant avec une schizophrénie. Car, oui, on peut s'en rétablir grâce à un diagnostic et des soins adaptés. C'est le cas de Anastasia B., enseignante et diagnostiquée depuis quelques années :

TÉMOIGNAGE

"Le diagnostic, ça a vraiment été un soulagement. Le fait d'avoir posé des mots, on se dit ok c'est pas juste moi qui l'invente, c'est reconnu. C'est un processus qui

n'est tellement pas représenté dans les médias, les réseaux sociaux... Se sentir mal dans sa peau c'est pas juste un truc d'adolescent, il peut vraiment y avoir une cause sous-jacente à ce mal-être et il est bon d'aller explorer en toute bienveillance. Ce qui m'énerve le plus c'est qu'on associe les personnes avec un trouble du spectre de la schizophrénie à des gens dangereux. On n'est pas dangereux, surtout pas si on est stabilisés et suivis. Donc c'est important de déstigmatiser. Les gens, je ne leur jette pas la pierre, ils sont juste les victimes des informations qu'ils ingurgitent à longueur de journée. Il faut s'éduquer, mais l'éducation vient aussi par la prise de parole des premiers concernés. On peut carrément vivre une vie stable, une vie ordinaire, une vie comme tout le monde, on peut accomplir ses rêves, on peut faire de grandes choses. La maladie est peut-être un petit frein, mais c'est pas une fin."

Les clichés sont la principale barrière pour accéder tôt à un diagnostic et aux soins, et ainsi avoir la possibilité de vivre une vie ordinaire.

RENDEZ-VOUS SUR lesfaitsordinaires.com pour mieux vous informer.

Un sexagénaire se fait offrir de la cervelle par un schizophrène de 26 ans...

apprenti charcutier et qui aime bien ses clients.

AVilliers-Charlemagne, en Pays de la Loire, Christian M. a l'habitude de faire ses courses le samedi.

Profitant pleinement de sa retraite, il aime sortir faire ses achats aux heures de forte fréquentation et partager ainsi des moments conviviaux avec le reste de la population d'actifs désabusés. Mais samedi dernier, les choses ne se sont pas déroulées comme à son habitude. Sur le chemin du retour, alors que son chariot de courses est plein, Christian est pris de panique. "Tout à coup, je me rends compte que j'ai oublié le principal : mon steak. Fallait vraiment que je me grousse avant que la boucherie ferme", révèle-t-il. Il fait brusquement demi-tour et décide de se diriger vers la boucherie du centre-ville. C'est là que tout bascule. "Il était très tard, y avait personne. J'ai pas l'habitude de voir ça, moi. Ça m'a fait tout bizarre ! Pas de file d'attente jusque sur le trottoir. Mais je me démonte pas, j'entre." Christian est immédiatement accueilli par la bouchère, qui lui lance un sourire amical de derrière son comptoir et lui fait signe d'approcher. Alors qu'il s'empresse de choisir son morceau de viande, Christian sent qu'il se passe quelque chose dans l'arrière-boutique.

«Des bruits de lames, de couteaux qui s'entrechoquent, puis d'un coup, plus rien. La porte s'ouvre, j'entends des voix, puis des pas se rapprocher de moi... et là, je croise son regard. Je l'ai tout de suite reconnu.»



L'association SOS-TOFU réclame l'égalité pour l'usage du tofu à des fins sensationnalistes.

Christian se retrouve nez-à-nez avec celui qu'on surnomme le "schizophrène" dans le quartier et qui se trouvait dans l'arrière-boutique. Mains rouges, tablier tâché de sang, ce dernier lui tend sa main dans laquelle bouge une cervelle qu'il venait de découper. C'est le choc. "J'ai vraiment eu peur qu'il ne vienne pas me voir ! J'aime bien ce jeune. À chaque fois que je passe à la boucherie, il veut me faire goûter une spécialité." Encore ému, Christian avoue s'être laissé tenter par la cervelle d'agneau tendue par le jeune homme. Il affirme qu'il n'aurait jamais osé y goûter autrement. "Avec un petit beurre noisette et des câpres, ce sera parfait. Vous m'en direz des nouvelles !", aurait clamé avec entrain l'employé. Touché et déstabilisé par ce geste, Christian se retrouve avec son steak et cette cervelle offerte. Il est ramené à la réalité par la bouchère qui, comme à son

habitude, lui lance un sonore : "Et avec ceci ?", auquel Christian se voit obligé de répondre : "Ce sera tout merci." Le jeune qui vit avec une schizophrénie l'aurait alors suivi jusqu'à la porte pour le saluer chaleureusement. Plusieurs témoins ont confirmé l'identité de ce dernier, bien connu des clients. Il s'agit de Jason B., apprenti charcutier de 26 ans, qui travaille dans la boucherie du centre-ville. "Il aime bien chouchouter nos clients. Ma foi, il y arrive même avec de la cervelle", déclare la bouchère. Jason B. finit par empoigner la scie à os et les couteaux de dépeçage pour aller les laver avant la fermeture. Des agissements ordinaires pour un apprenti charcutier.

Ce qu'on ne vous montre pas dans les faits divers, c'est la vie ordinaire des personnes vivant avec une schizophrénie. Car, oui, on peut s'en rétablir grâce à

un diagnostic et des soins adaptés. C'est le cas de Jason B., apprenti charcutier et diagnostiqué à 11 ans :

TÉMOIGNAGE

"Un schizophrène, c'est pas quelqu'un de violent. On est plus souvent victimes qu'auteurs de troubles. C'est les médias qui ont cette fausse façon de voir les choses et le grand public manque d'info juste. Ce sont des maladies qui se développent souvent quand on est jeune. Et on n'a pas envie quand on est ado d'aller voir un psychiatre ou de le dire à nos potes. Mais le rétablissement est beaucoup plus fort et efficace quand le diagnostic est précoce. Il y a différentes portes d'entrée et, ce qu'il ne faut surtout pas, c'est rester seul avec sa maladie et voir les symptômes empirer et ne rien

pouvoir faire. Moi, aujourd'hui, ma vie, elle est quasiment normale."

Les clichés sont la principale barrière pour accéder tôt à un diagnostic et aux soins, et ainsi avoir la possibilité de vivre une vie ordinaire.

RENDEZ-VOUS SUR lesfaitsordinaires.com pour mieux vous informer.

Les faits ordinaires,
la schizophrénie telle qu'on ne vous la montre pas.

Il est temps de voir que les personnes vivant avec une schizophrénie ont une vie ordinaire, loin des clichés des faits divers.

Il est temps de mettre fin à la stigmatisation qui associe la schizophrénie au sensationnel et aux récits sordides.

Il est temps d'arrêter de nourrir l'imaginaire collectif, qui contribue à maintenir les tabous et la peur face à la schizophrénie.

Le diagnostic, c'est l'opportunité de rebondir et d'entamer le chemin pour se rétablir de la schizophrénie.

Alors, pour vivre une vie ordinaire avec un trouble psy, communiquons positivement, car soigner tôt, c'est soigner mieux.

22^e JOURNÉES DE LA SCHIZOPHRÉNIE
Du 15 au 22 Mars 2025

LE DIAGNOSTIC C'EST L'OPPORTUNITÉ DE REBONDIR

POSITIVE MINDERS®
Regardons les troubles psy autrement

schizinfo.com

Découvrez tous nos articles et témoignages sur lesfaitsordinaires.com

POSITIVE MINDERS®

